

Petits pas - grands changements

Construire la
participation
des personnes
en situation
de pauvreté





EUROPEAN ANTI POVERTY NETWORK

Réseau européen de lutte contre la pauvreté
Square de Meeûs 18
1050 Bruxelles, Belgique

Téléphone: +32 2 226 58 50

Fax: +32 2 226 58 69

E-mail: team@eapn.eu

Site Internet: www.eapn.eu

ISBN: 978-2-930252-52-0

© European Anti Poverty Network. La reproduction est autorisée à condition que la source soit dûment mentionnée. **Janvier 2009**



Cette publication reçoit le soutien financier de la Direction générale Emploi, affaires sociales et égalité des chances de la Commission européenne par le biais du Programme communautaire européen pour l'emploi et la solidarité sociale PROGRESS (2007-2013).

Pour de plus amples informations, consultez:

http://ec.europa.eu/employment_social/progress/index_fr.html

Le contenu de cette publication ne reflète pas nécessairement l'opinion ou les positions de la Commission européenne.

Layout & dtp: Maciek Szkopanski, maciek@dejavu.pl

Table des matières

1	Petits pas – grands changements Faire de la participation une réalité quotidienne pour nos organisations	03
2	EAPN Autriche/Armutskonferenz “Comblez le fossé!” – le forum-théâtre, une méthode innovante d’activation, de recherche et de lobby pour et avec les personnes en situation de pauvreté	12
3	EAPN Belgique Les Experts du vécu: une nouvelle profession pour les personnes en situation de pauvreté dans la politique de lutte contre la pauvreté	20
4	EAPN Belgique Groupes de dialogue – Une méthode de consensus	25
5	EAPN France France: Regards croisés sur les politiques d’inclusion sociale	31
6	EAPN Hongrie «Constater, nommer et résoudre... mais avec nous» – Comment fonctionne le comité de coordination du réseau hongrois de lutte contre la pauvreté?	37
7	EAPN Pays-Bas Les Conférences locales sur la pauvreté, écrire un livre de recettes sur la lutte contre la pauvreté et l’exclusion sociale	43
8	EAPN Norvège/Welfare Alliance Rendre la pauvreté visible! Une histoire de mobilisation L’audition sur la pauvreté, Oslo, le 24 août 2007	49
9	EAPN Portugal/REAPN Activer la participation – enraciner les politiques dans la réalité locale	53
10	EAPN Espagne Elaboration d’un guide méthodologique inspiré des expériences régionales	59
11	EAPN Royaume Uni Comment combler le fossé politique: révisions par les pairs et enseignements pour une meilleure gouvernance	65
12	Réseau européen de lutte contre la pauvreté Rencontres européennes des personnes en situation de pauvreté – un catalyseur de la Participation	71
13	Conclusions La participation est possible!	77

Petits pas – grands changements

Faire de la participation une réalité quotidienne pour nos organisations

Depuis bientôt 20 ans, les réseaux nationaux du Réseau européen de lutte contre la pauvreté (EAPN) oeuvrent pour que la participation des personnes en situation de pauvreté devienne une réalité dans la sphère publique mais également au sein des organisations membres. Bien qu'ils en soient à des stades différents dans ce processus, la somme de leurs connaissances combinées est enrichissante, émancipatrice pour les personnes en situation de pauvreté et permet à ces dernières de s'impliquer dans des actions qui pèseront sur les sujets affectant leur vie.

La participation a fait l'objet de nombreuses recherches approfondies et chacun la définit en fonction de son propre contexte. Plutôt que d'imposer une réponse, EAPN préfère poser les bonnes questions à propos de la participation et créer un espace dans lequel les personnes en situation de pauvreté peuvent aborder ces questions en se basant sur leur propre réalité. Quel que soit le niveau d'engagement, que la participation soit directe ou indirecte, qu'il y ait une méthodologie bien définie ou que l'expérience soit unique, peu importe, les personnes en situation de pauvreté reviennent toujours à la même question: quel est l'impact de ma participation? Le défi est donc de susciter, de promouvoir et de consolider la participation en tant qu'instrument de renforcement des capacités d'action des personnes en situation de pauvreté.

Une participation efficace est le signe d'une bonne démocratie participative, dans laquelle les citoyens et les organisations de la société civile peuvent prendre part aux dialogues politiques et compléter le travail que les élus effectuent via le processus de la démocratie représentative. Au-delà des différences, la réalité montre que les personnes menacées par la pauvreté, ou en situation de pauvreté, ne peuvent souvent pas exercer leur droit à la participation en tant que citoyens actifs. L'application de ce droit laissant à désirer dans l'ensemble des Etats membres de l'Union européenne, les acteurs de la société civile et les autorités publiques doivent tout faire pour que se mettent en place les conditions d'un partenariat valable. Avant que nous, acteurs de la société civile, ne remettions en question l'attitude des autorités publiques par rapport à la participation des groupes exclus, nous avons la responsabilité d'analyser nos propres pratiques et la manière dont nous intégrons le concept de la participation dans l'ensemble de nos activités internes.

L'expérience engrangée par les membres d'EAPN via des initiatives locales, nationales et transnationales a mis en évidence les acquis et les défis en matière de participation émancipatrice des personnes en situation de pauvreté. Le présent document constitue une première tentative de présenter la *diversité* des pratiques de participation au sein d'EAPN; nous voulons nous pencher sur ce qui rapproche les actions européennes et nationales, et aider les membres d'EAPN, ainsi que d'autres

ONG sociales partout en Europe, à stimuler en permanence une véritable participation, dans leur travail, des personnes et des communautés exclues.

Construire la participation

L'amorce d'un engagement

La démocratie participative donne une chance à tous de contribuer aux débats sociétaux. Pour les personnes en situation de pauvreté, la participation à la vie démocratique est une passerelle vers une meilleure compréhension de la société, censée leur permettre de la changer afin que tout le monde puisse vivre dans la dignité.

La participation naît dans les quartiers, dans les groupes et dans les initiatives locales portant sur des réalités locales. Les personnes en situation de pauvreté veulent se sentir responsables, autonomes et avoir leur mot à dire dans les discussions publiques, mais également dans les processus décisionnels et dans les politiques qui affectent leur vie.

Selon les organisations de lutte contre la pauvreté, une participation réelle des personnes en situation de pauvreté exige qu'on lui consacre du temps et qu'on s'assure que toutes les parties concernées se comprennent. Les personnes en situation de pauvreté ont besoin de temps pour se sentir prêtes à partager leur vie et à entamer un dialogue; pour que la participation ait un impact, tout le monde doit se comprendre.

Pour une personne en situation de pauvreté, la participation s'amorce par le respect de soi, par la confiance, par le courage d'exprimer ses opinions d'égal à égal et de participer à la prise de décisions et à leur application. Un environnement propice s'impose pour que tant les personnes que les organisations puissent apporter une contribution active et qu'ils soient acteurs, et non sujets, des débats. La participation d'une personne en situation de pauvreté et d'exclusion, si elle est prête à partager sa réalité quotidienne, peut faire tomber les barrières de la stigmatisation, remettre en question l'utilisation et l'impact des politiques et des services concernés; elle peut doter les personnes de moyens pour faire face aux défis posés par les incohérences des systèmes sociaux. Souvent, les membres des organisations, les fonctionnaires des services sociaux ou des autorités publiques entretiennent des préjugés à l'égard des personnes

en situation de pauvreté avec lesquelles elles travaillent. Dès lors, les deux parties doivent se faire confiance et se comprendre si l'on souhaite que la participation ait un impact.



Les avantages d'une participation individuelle sont nombreux. Elle renforce les capacités d'action des individus, jette les bases d'une société plus cohérente et accroît l'impact des politiques; ainsi, elle finit par contribuer à une société plus équitable et socialement plus juste.

S'engager dans une ONG de lutte contre la pauvreté

S'engager dans une organisation de lutte contre la pauvreté et participer aux processus décisionnels sont la condition d'une politique efficace.

EAPN s'est fermement engagé à instaurer et à consolider la participation directe des personnes en situation de pauvreté dans les organisations qui défendent leurs intérêts. Ces mêmes organisations maintiennent EAPN en contact direct avec les préoccupations quotidiennes des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale et l'aident à mettre en avant l'importance de l'apprentissage mutuel et du travail en coopération.



Dans le domaine social, certaines organisations oeuvrent à l'amélioration de la vie des personnes en situation de pauvreté, d'autres leur offrent des services, des groupes informels d'entraide mènent un travail de plaidoyer tandis que des organisations représentent les intérêts des personnes en situation de pauvreté. Quel que soit leur propos, toutes les organisations doivent mettre en place des structures garantissant que les personnes en situation de pauvreté auront leur mot à dire dans la poursuite de leurs activités. Dans la réalité, il arrive souvent que les groupes informels de plaidoyer manquent de ressources et d'une aide pourtant nécessaires lors des premières étapes de leur existence; en conséquence, ils ne parviennent pas à impliquer autant de personnes que cela serait souhaitable. Malgré ces barrières objectives, de plus en plus d'organisations ont entamé une réflexion sur leurs propres principes de participation et d'inclusion dans le cadre de leur processus de croissance.

Le cadre de la participation dans les processus décisionnels

Le projet sur l'intégration transversale de l'inclusion sociale, auquel des membres d'EAPN ont participé et qui a été mené par l'Agence irlandaise de lutte contre la pauvreté, définit un cadre pour la participation dans les processus décisionnels. Le cadre propose quatre phases d'implication: l'information, la consultation, la participation et la co-décision et il couvre l'impact de chacune de ces phases.

En voici une description:¹



* **L'information** et la mutualisation de la connaissance constituent «le moteur de la participation»; faute d'une information complète et opportune sur les initia-

1. L'intégration transversale de l'inclusion sociale www.europemsi.org

tives politiques, il est impossible de garantir une consultation et une participation efficaces.

- * **La consultation** offre, aux individus et aux groupes intéressés et impliqués, la possibilité d'exprimer leur point de vue à propos d'une proposition et de peser sur la décision finale; toutefois, ils ne sont pas associés à la prise de décision, qui reste la prérogative des décideurs politiques. Ces derniers pourront, au moment de la décision, juger utile ou non de prendre en considération les points de vue avancés lors du processus de consultation. La consultation ne sera effective que si les personnes consultées disposent de toutes les informations pertinentes concernant la politique proposée.
- * **La participation** reconnaît de manière égale la contribution de tous les acteurs impliqués dans le processus décisionnel et permet, aux individus et aux groupes concernés, de peser sur le processus et de faire prendre en compte leurs points de vue dans les conclusions finales.
- * **La co-décision** va un cran plus loin; elle exige que la décision se prenne de manière consensuelle et que les politiques, conclues conjointement, reflètent les préoccupations et priorités de tous ceux et de toutes celles qui seront concernés par la décision. En conséquence, tous les acteurs s'approprient le résultat final de manière collégiale. Ce cadre met en évidence les défis auxquels sont confrontées les organisations de lutte contre la pauvreté dans leur travail avec les décideurs politiques. Dans la réalité, de nombreux pays ne se trouvent qu'à la phase initiale de ce paradigme et les décideurs politiques adaptent lentement leur approche pour s'orienter vers la participation des personnes en situation de pauvreté et les organisations qui les représentent dans les processus d'élaboration des politiques et dans les processus décisionnels.

La participation dans le cadre de la politique sociale européenne

Depuis le lancement de la stratégie de Lisbonne en 2000, EAPN a joué un rôle essentiel pour promouvoir la participation des personnes en situation de pauvreté dans le processus de gouvernance de la méthode ouverte de coordination sociale (MOC) au niveau national et européen. Le réseau a également apporté un soutien direct à l'organisation des rencontres européennes annuelles des personnes en situation de pauvreté, organisées par la Présidence de l'Union européenne. EAPN a fait pression pour que soit renforcée la participation dans les processus de gouvernance du processus de la MOC, et plus précisément lors de l'élaboration des plans d'action nationaux sur l'inclusion² et lors de la table ronde annuelle sur la pauvreté. Cette exigence est désormais présente dans la note d'orientation de la Commission européenne sur les rapports stratégiques nationaux: «...[Chaque] rapport devrait souligner les moyens mis en oeuvre pour assurer la qualité de la participation. Ceci requiert d'examiner jusqu'à quel point une véritable participation est assurée, par exemple par le biais d'un échange de vue plutôt que par de simples sessions d'information, si l'opinion et les expériences des parties prenantes, par rapport aux besoins identifiés et aux solutions

2. Réponse d'EAPN aux orientations pour le rapport stratégique 2008-2011, www.eapn.eu/content/view/168/lang,en

proposées, sont reflétées dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques.»³ EAPN maintient sa pression en faveur d'une implication de meilleure qualité dans l'élaboration, la réalisation et l'évaluation des politiques et des mesures nationales de lutte contre la pauvreté. Il plaide également pour la mise en place d'un dialogue structuré permanent entre les gouvernements nationaux et locaux et les acteurs concernés, dont les personnes en situation de pauvreté, tout au long du cycle du développement et de la mise en œuvre de la stratégie.⁴

EAPN rassemble les connaissances au niveau européen

La participation est un pilier important des initiatives prises dans les domaines de l'inclusion sociale, des fonds structurels, de l'emploi ou du développement du réseau. Voilà pourquoi nous nous sommes penchés sur la manière dont la participation est intégrée transversalement dans l'ensemble de nos activités. Nous avons analysé dans quelle mesure l'inclusion des personnes en situation de pauvreté devient réalité, non seulement dans les projets mais également dans nos structures et dans nos activités. Au cours des 20 dernières années, EAPN s'est attaqué à la participation de diverses manières :

- * En définissant le concept de participation pour EAPN et pour ses membres;
- * En identifiant les conditions nécessaires à la participation des personnes en situation de pauvreté dans le débat démocratique;
- * En recueillant et en échangeant des exemples de bonnes pratiques et des méthodes.
- * En tant que défenseur de la participation directe des personnes en situation de pauvreté, EAPN a mis en place une méthodologie de coordination nationale et de préparation des contributions aux Rencontres européennes des personnes en situation de pauvreté, organisées lors du premier semestre de chaque année par le pays qui détient la présidence de l'UE, en collaboration avec la Commission européenne et avec le soutien d'EAPN. La méthodologie a pour propos de préparer les personnes en situation de pauvreté à participer activement aux débats sur différents aspects politiques qui affectent leur vie; il s'agit aussi d'évaluer l'impact des politiques européennes, en particulier de la MOC sociale, sur les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion.

L'expérience enrichissante de l'organisation des Rencontres européennes des personnes en situation de pauvreté a convaincu de nombreux gouvernements de l'intérêt d'un processus similaire et d'un forum de participation au niveau national; dans ce processus, les organisations nationales de lutte contre la pauvreté ont placé la participation des personnes en situation de pauvreté au cœur de leur travail. Actuellement, plusieurs pays organisent des rencontres nationales de personnes en situation de pauvreté, initiatives qui ont démarré sous la forme de projets et qui sont

3. Note d'orientation pour la préparation des rapports stratégiques nationaux sur la protection sociale et l'inclusion sociale 2008-2010, http://ec.europa.eu/employment_social/spsi/docs/social_inclusion/2008/080207_guidance_note_nsrs_cln_en.pdf

4. Rapport d'EAPN sur les plans d'action nationaux 2008-10

devenues des processus structurés tout à fait indépendants. Les réunions transfrontalières de personnes en situation de pauvreté permettent aux réseaux nationaux de comparer leurs modèles et de tirer les enseignements des expériences d'autres pays. La liste des réalisations est de plus en plus longue, la participation étant un aspect inhérent à chaque projet, à chaque action de lobby ou d'élaboration de politique dans tous les Etats membres de l'Union européenne.

Afin de préparer 2010 - Année européenne de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale -, EAPN a mené une réflexion approfondie à propos des valeurs et des principes que nous souhaiterions voir transparaître dans une Europe socialement plus juste pour tous. Les valeurs communes ainsi définies reflètent, entre autres, l'importance d'une société démocratique, dans le respect des droits humains, où la pauvreté est absente et la participation un concept généralisé. EAPN entend poursuivre ces valeurs et mobiliser la société, en démontrant la richesse de la participation des personnes en situation de pauvreté.

Néanmoins, la participation est très complexe dans sa simplicité. Elle nécessite, pour réussir, le respect de certaines conditions. Elle demande de la persévérance, des ressources et beaucoup de travail. Outre qu'une bonne infrastructure s'impose pour faciliter la participation, il convient également de ne pas négliger l'impact psychologique et sociologique de la participation des personnes concernées. Certains membres d'EAPN commencent seulement à envisager la participation dans le cadre de projets ponctuels, alors que d'autres ne cessent d'améliorer des méthodologies déjà en place afin d'atteindre davantage de personnes en situation de pauvreté. Quel que soit le point de départ, chaque initiative est porteuse d'expériences et laisse son empreinte sur les personnes impliquées; l'objectif est de développer les pratiques participatives dans le travail des réseaux nationaux. Les études de cas suivantes portent sur des expériences qui, nous l'espérons, déboucheront sur d'autres initiatives de participation des personnes en situation de pauvreté dans le travail d'EAPN et de ses membres.

L'expérience des réseaux nationaux d'EAPN

Des personnes en situation de pauvreté ont rejoint des groupes de travail et des instances dirigeantes des réseaux nationaux de lutte contre la pauvreté. Elles participent



activement aux activités de lobby et au dialogue avec les autorités publiques; elles organisent des formations et font remonter l'information sur les services sociaux; elles mènent des campagnes de sensibilisation auprès du grand public et apportent des améliorations considérables à leur vie et à celle de leur famille et de leur communauté.

Certains projets transnationaux ont aidé les réseaux nationaux à mettre au point des méthodologies, qui ont dépassé les limites des réseaux et de leurs membres, pour être reprises par d'autres organisations actives dans le domaine social et même par les autorités publiques. Par une collaboration étroite avec les autorités publiques aux différents niveaux, les réseaux nationaux de certains Etats membres sont parvenus à établir des structures permanentes donnant aux personnes en situation de pauvreté l'occasion de participer activement à l'élaboration des politiques et à leur mise en œuvre dans leur communauté.



Le propos de la publication

La présente publication a pour propos de montrer la diversité des démarches adoptées par les membres d'EAPN pour associer des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion dans leur travail local, au sein des organisations et dans les processus décisionnels. L'expérience des membres d'EAPN, acquise sur une vingtaine d'années, a été largement démultipliée via des projets, des structures et des échanges. La publication veut donner plus de visibilité à ces expériences de participation.

Dans la description des études de cas, chaque réseau national a tenté de répondre aux questions suivantes: Comment définissez-vous ou comprenez-vous le concept de la participation? Dans quel contexte l'expérience a-t-elle vu le jour? Quelles ont été les réalisations? Quels ont été les défis et de l'impact sur le réseau national?

L'expérience belge décrit comment les personnes en situation de pauvreté ont pu suivre une formation qui en a fait des experts en pauvreté avant d'être recrutées par des organisations et des services publics afin de mobiliser et de soutenir d'autres personnes en situation de pauvreté dans leurs relations avec les prestataires de services sociaux et avec les décideurs.

Le forum théâtral autrichien présente un modèle participatif d'élaboration des politiques qui se base sur la présentation, sous la forme d'une pièce de théâtre, d'expériences individuelles: les membres de la communauté locale et les décideurs sont invités à participer à la pièce, à prendre la place d'un des acteurs et à proposer un enchaînement différent des événements qui débouche sur une autre solution. Ensuite, le public est invité à réfléchir aux problèmes et aux solutions présentés lors de la représentation et à les replacer dans le contexte réel de la communauté.

La participation active au Portugal consiste à recueillir des expériences d'émancipation de groupes locaux par le truchement du renforcement des capacités. Le processus a donné naissance à une action participative de lutte contre la pauvreté

au niveau de l'organisation et dans toutes les communautés du Portugal. La publication "Petits espoirs – Grandes expériences" retrace cette expérience et explique le processus d'élaboration de la méthodologie.

L'expérience des conférences locales sur la pauvreté aux Pays-Bas explore la richesse de l'organisation de conférences inclusives: les bénéficiaires des services sociaux organisent une manifestation qui rassemble l'administration publique, le secteur privé, les employeurs, les prestataires de services, les personnes en situation de pauvreté et d'autres acteurs concernés d'une même ville. Le but est de trouver des solutions simples et pratiques aux problèmes auxquels sont confrontés les différents groupes exclus. Ces conférences ont été à l'origine de l'adoption de politiques durables dans toutes les municipalités des Pays-Bas.

Le «comité de coordination hongrois» décrit un modèle de co-gestion par les professionnels de la protection sociale et les personnes en situation de pauvreté dans le cadre d'une plate-forme nationale de lutte contre la pauvreté. L'étude de cas reflète les besoins des individus et les conditions que les organisations doivent respecter pour assurer un véritable renforcement des capacités d'action des personnes en situation de pauvreté qui se lancent dans la participation.

La constitution d'un réseau participatif en Espagne illustre les défis d'une définition commune du concept de participation au sein d'un réseau où les expériences et les visions locales et régionales divergent; elle montre également comment ces différences constituent une richesse quand il s'agit de créer un réseau ouvert. L'évaluation participative à laquelle prennent part les bénéficiaires de la politique sociale constitue un des nombreux modèles apparus dans les régions autonomes espagnoles; ces modèles ont été repris par le réseau pour être diffusés dans les autres régions du pays. Un guide méthodologique sur la participation s'inspirant de ces expériences a été rédigé à la fin de la première phase de ce processus de participation mené par EAPN Espagne.

La Belgique s'est doté d'un instrument de consensus intitulé «les groupes de dialogue». En leur sein, les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion peuvent réfléchir aux propositions faites par les décideurs. Il s'agit d'un outil local de renforcement des capacités d'action pour aider les personnes qui souffrent de la pauvreté d'exercer leurs droits de citoyens. En France, un projet transfrontalier jette des ponts entre les politiques sociales européennes et les réalités locales des personnes en situation de pauvreté, via un dialogue égal entre les prestataires de services, en tant que personnes responsables de la mise en œuvre des politiques, et les personnes en situation de pauvreté, en leur qualité d'usagers des services. Les résultats donnent une évaluation réaliste des politiques existantes et proposent une série d'améliorations ainsi que des outils permettant aux personnes en situation de pauvreté de contribuer aux politiques qui affectent leur quotidien.

Le projet «Bridging the Policy Gap» du Royaume-Uni aborde la manière dont les ré-

visions par les pairs peuvent être utilisées comme un exercice d'apprentissage pour améliorer la gouvernance et impliquer des militants de terrain dans l'évaluation de l'impact des politiques, ainsi que pour formuler une série de propositions sur l'éradication de la pauvreté.

En Norvège, l'audition sur la pauvreté montre combien il est important, pour les groupes et les ONG de lutte contre la pauvreté, de participer à la chose publique et de mener des actions de mobilisation et de sensibilisation afin de responsabiliser les institutions publiques par rapport aux personnes en situation de pauvreté et par rapport à la société en général. La journée de mobilisation a été une telle réussite qu'elle a convaincu les groupes d'entraide constituant le réseau de poursuivre leur lutte.

Quant à EAPN Europe, il utilise l'exemple de l'organisation des Rencontres européennes annuelles des personnes en situation de pauvreté pour décrire le long processus de maturation d'une méthode qui a fait de ces Rencontres un moment de dialogue entre personnes en situation de pauvreté et décideurs européens. Toutes ces Rencontres ont donné aux organisations nationales de lutte contre la pauvreté et aux gouvernements l'envie d'organiser des forums similaires au niveau national afin d'impliquer davantage les personnes en situation de pauvreté dans la politique sociale et de les intégrer pleinement dans nos sociétés démocratiques.

Enfin, le dernier chapitre récapitule les enjeux identifiés dans l'ensemble des études de cas de la présente publication; il propose une série de principes et de conditions à respecter pour transformer l'idée de la participation en réalité!

Tanya Basarab, EAPN



Et un petit plus...

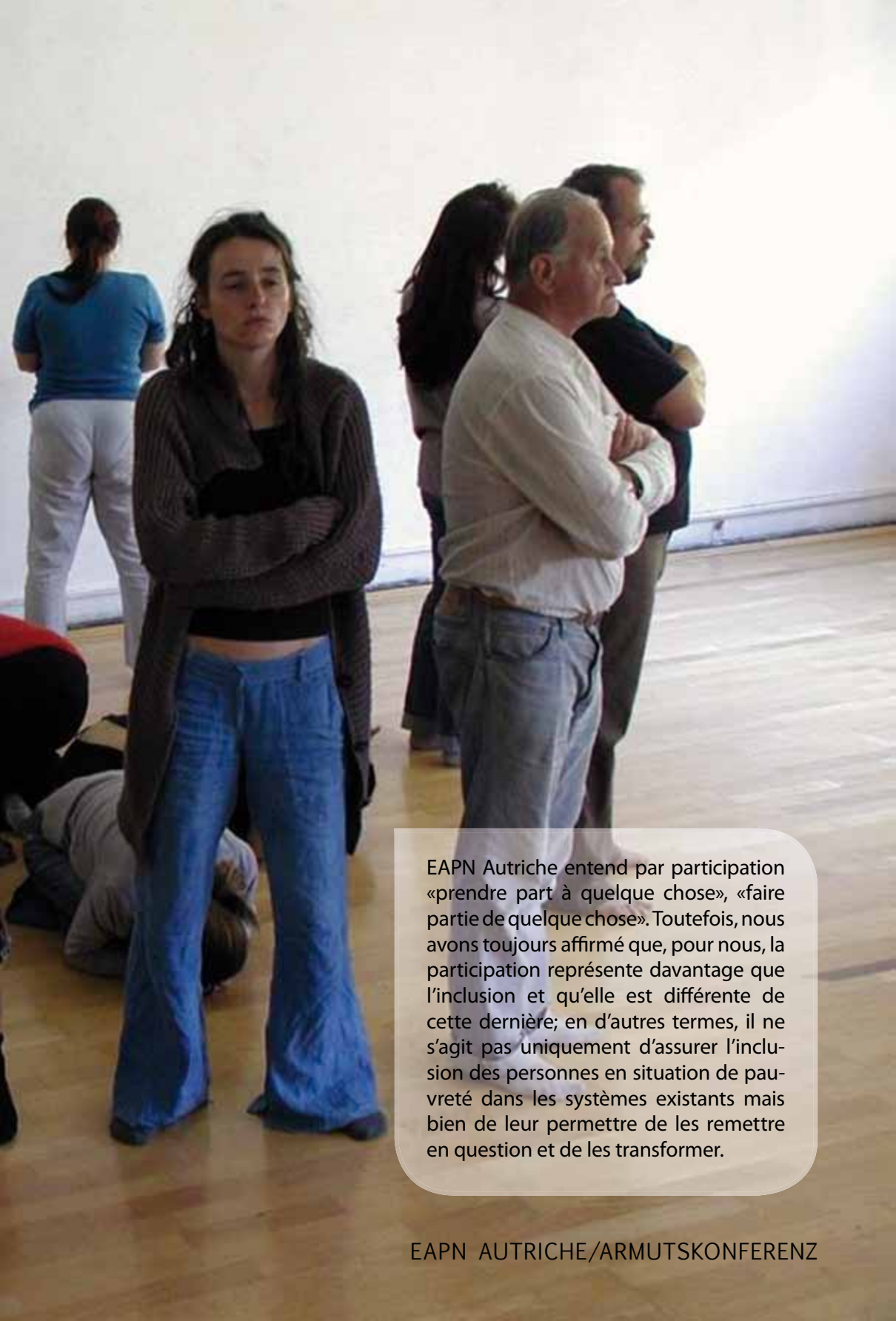
EAPN compte parmi ses membres un grand nombre d'organisations actives aux niveaux national et européen partout en Europe. Si cette publication braque les projecteurs sur les expériences des réseaux nationaux, il est important de préciser que plusieurs organisations européennes, membres d'EAPN, ont également abordé, dans les détails, la question de la participation des personnes en situation de pauvreté.

Rendez-vous sur le site d'ATD Quart Monde pour en savoir plus sur leur expérience en matière de participation individuelle: www.atd-fourthworld.org

Visitez également le site de la FEANTSA, pour découvrir comment des sans-abri ont collaboré avec les services destinés aux personnes sans logement, parmi d'autres activités participatives: www.feantsa.org/code/en/hp.asp

Rendez-vous sur le site d'Eurochild pour plus d'informations concernant leur travail sur la participation des enfants dans le processus décisionnel: www.eurochild.org

Visitez le site d'AGE et vous y découvrirez comment ils ont consolidé le rôle joué par les personnes âgées en situation de pauvreté et d'exclusion sociale dans les politiques les concernant: www.age-platform.org



EAPN Autriche entend par participation «prendre part à quelque chose», «faire partie de quelque chose». Toutefois, nous avons toujours affirmé que, pour nous, la participation représente davantage que l'inclusion et qu'elle est différente de cette dernière; en d'autres termes, il ne s'agit pas uniquement d'assurer l'inclusion des personnes en situation de pauvreté dans les systèmes existants mais bien de leur permettre de les remettre en question et de les transformer.



“Comblers le fossé!”

Le forum-théâtre, une méthode innovante d'activation, de recherche et de lobby pour et avec les personnes en situation de pauvreté



Contexte général

En 2006, EAPN Autriche a été contacté par l'organisation socio-culturelle styrienne InterACT, qui venait tout juste de lancer un projet axé sur la pauvreté et sur les solutions à la pauvreté et l'exclusion sociale. Cela faisait plusieurs années qu'InterACT utilisait des méthodes théâtrales interactives et participatives pour trouver des solutions aux problèmes et aux conflits sociaux et le réseau autrichien a été ravi de collaborer avec elle. Un premier contact a été noué peu de temps après que le réseau ait commencé à organiser des réunions régulières avec les personnes en situation de pauvreté autour du slogan “Soyons visibles!” D'emblée, l'action culturelle se retrouva au cœur des activités organisées par le réseau, mais également de ses discussions politiques et de son travail de relations publiques. Dans le domaine de la participation, le principal objectif consistait à explorer comment donner de la visibilité aux personnes en situation de pauvreté, à leurs réalités, mais également à leurs propositions de changement. Et enfin, il s'agissait de trouver des méthodes innovantes afin de renforcer leur influence sur l'élaboration des politiques, leur représentation dans les médias et les recherches en matière de pauvreté. En conséquence, le projet de théâtre qui nous a été suggéré était non seulement une magnifique opportunité de mettre cette théorie en pratique mais également une démarche très efficace pour combler le fossé entre les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion, les décideurs politiques et l'opinion publique. Jusqu'à présent, le réseau autrichien a organisé trois réunions avec des organisations d'entraide et des initiatives émanant de personnes en situation de pauvreté. Ces réunions furent l'occasion d'échanger et de discuter, mais également d'expérimenter de nouvelles méthodes théâtrales et d'organiser les toutes premières manifestations publiques de personnes en situation de pauvreté dans les villes de Linz et de Graz.



Description

Le projet de forum théâtral appelé “Kein Kies zum Kurven kratzen – Neuer Armut entgegenwirken» (Pas un balle pour se faire la malle – Neutraliser la nouvelle pauvreté) a débuté par un atelier théâtral d'une semaine destiné aux personnes en situation de pauvreté. 65 personnes provenant de toute la Styrie avaient postulé pour participer au projet, mais seulement 30 d'entre elles ont pu participer à l'atelier et cinq ont joué comme acteurs dans une pièce de théâtre qui constituait l'élément central du projet.

Les participants venaient d'horizons divers, chacun avec sa propre expérience. La plupart d'entre eux ont été engagés et rémunérés pour leur participation à l'atelier; certains ont même pu y participer dans le cadre de leur programme de formation professionnelle, leur participation étant financée par les services pour l'emploi. Avec l'aide d'un large éventail de méthodes théâtrales, les participants ont procédé à un échange et à une réflexion sur les réalités des personnes en situation de pauvreté en explorant des voies alternatives, en repérant des exemples de stigmatisation et d'exclusion et en analysant les possibilités de changement. Le groupe, de manière concertée, a mis au point un forum de théâtre alternatif qui montre comment une famille autrichienne « ordinaire » peut s'enfoncer de plus en plus dans la pauvreté et l'exclusion, un piège dont elle cherchera à s'extirper.

Le forum théâtral repose sur la technique de la dramatisation interactive: dès la seconde représentation, le public est invité à participer à ce qui se passe sur scène, à proposer des solutions ou à apporter des changements dans le conflit ou le problème représenté sur scène. La méthodologie se base sur les principes de théâtre interactif mis au point par le Brésilien Augusto Boal, qui visent des objectifs de compréhension et de sensibilisation à une recherche d'un changement dans la vie réelle, politique et sociale d'une personne.

La pièce "Kein Kies zum Kurven kratzen" (Pas un balle pour se faire la malle), écrite dans le cadre d'un atelier, a été jouée dans près de vingt villes de la Styrie; à chaque représentation, le public avait l'occasion d'intervenir et de tester différentes solutions. Chacune était suivie d'une discussion en petits groupes et en plénière entre les personnes en situation de pauvreté impliquées et le public; la discussion débouchait sur des propositions de changement qui ont été recueillies et consignées, après chaque représentation, pour alimenter la brochure finale du projet.

Tant la pièce que les solutions ont été présentées, à diverses occasions, aux décideurs. A ce stade, le forum théâtral devient «du théâtre législatif» qui vise à peser directement sur le processus décisionnel. Entre-temps, au moins une des propositions formulées dans le cadre du projet a été reprise par les responsables politiques régionaux et, dans les mois à venir, des changements concrets seront apportés au système régional d'aide sociale. La pièce de théâtre a également été jouée lors de la troisième rencontre nationale des organisations d'entraide pour personnes en



situation de pauvreté qui s'est tenue à Graz; certains extraits ont été utilisés lors de la septième conférence autrichienne sur la pauvreté, pour encourager les travailleurs sociaux, les représentants d'ONG et les chercheurs associatifs à réfléchir à leur interaction avec les personnes en situation de pauvreté. L'un dans l'autre, les méthodes théâtrales se sont avérées être très efficaces pour promouvoir les objectifs de renforcement des

capacités, d'interaction et de sensibilisation. Depuis lors, elles ont été reprises dans toutes les activités du projet «Soyons visibles!».



Ce qui a bien fonctionné

La méthode semble idéale lorsqu'il s'agit d'impliquer les personnes en situation de pauvreté, de leur donner la parole, de leur permettre de raconter leur histoire sans devoir s'exposer à la stigmatisation. Le forum théâtral est un instrument efficace et puissant d'émancipation des personnes confrontées à des problèmes sociaux comme la pauvreté ou l'exclusion sociale. Il soutient le développement de la conscience communautaire et motive tout un chacun à partager son expérience et son point de vue à propos des enjeux posés. Les scènes théâtrales illustrent les conséquences quotidiennes et émotionnelles de la pauvreté, d'une manière authentique et réaliste. Le forum théâtral contribue à l'émancipation personnelle et politique, tout en encourageant les personnes concernées à faire entendre leur voix et à assumer leur responsabilité en exprimant leurs désirs et en se battant pour défendre leurs intérêts. En tant que méthode théâtrale participative basée sur l'art dramatique, elle contribue également à la recherche sur la pauvreté et l'exclusion sociale et aide à rapprocher les réalités concrètes, les théories universitaires et différents niveaux de participation sociale et politique, dans un souci de faire entendre, chaque fois, la voix des personnes en situation de pauvreté. Autant que les acteurs de la pièce, les participants à l'atelier et le public se sentent responsabilisés et encouragés à prendre part à la discussion et à soumettre leurs propres propositions de changement.

Les personnes intéressées se sont directement senties concernées et celles qui n'ont jamais connu la pauvreté ont été confrontées aux réalités concrètes des personnes qui vivent cette situation. Celles-ci ont pu défier le public et, surtout, les décideurs politiques qui ont assisté aux représentations, en partageant avec eux leurs problèmes, mais également en leur soumettant des solutions.

La pièce a mis en lumière les limites et la portée de l'action individuelle, ainsi que la nécessité structurelle de changer les choses et d'impliquer les personnes en situation de pauvreté dans l'élaboration et la mise en place de stratégies et de mesures concrètes. En conséquence, la démarche contribue fortement à combler le fossé entre les réalités des personnes en situation de pauvreté et les stratégies et mesures existantes (ou futures) de lutte contre la pauvreté et pour plus de cohésion sociale. Le constat s'applique non seulement aux politiciens et aux représentants des autorités publiques, mais également aux responsables d'ONG sociales, aux chercheurs et aux médias qui se sont vus mis au défi d'associer davantage les personnes en situation de pauvreté dans leur travail. Le projet a constitué une expérience d'apprentissage majeure pour le réseau autrichien lui-même et il a permis d'associer davantage les personnes en situation de pauvreté aux activités du réseau et, plus précisément,

à sa grande conférence biennale. Lors de la dernière conférence, organisée au printemps 2008, les personnes en situation de pauvreté ont été beaucoup mieux représentées qu'auparavant, que ce soit sur le plan de l'étendue ou de la qualité de leur engagement.

Les personnes en situation de pauvreté qui ont participé au projet en tant qu'acteurs ont gagné en autonomie. Non seulement l'expérience leur a-t-elle offert un emploi pour un certain laps de temps, mais elle a motivé une des participantes à rechercher un emploi durable. Enfin, les participants se sont rendus compte qu'ils ont véritablement quelque chose à dire et qu'ils peuvent changer les choses.

Ceux et celles qui ont participé à l'atelier initial ou à la réunion « soyons visibles » (et qui ont pris part aux ateliers théâtraux et à la représentation interactive de la pièce) ont ressenti la même motivation à améliorer leur vie. Tous les acteurs et la plupart des participants à l'atelier sont restés en contact et envisagent aujourd'hui de créer un réseau styrien de lutte contre la pauvreté dans lequel les personnes en situation de pauvreté seraient fortement impliquées.

Difficultés et enseignements

A ce jour, la démarche n'a pu être pleinement mise en place que dans le cadre d'un projet de deux ans mené dans une seule région autrichienne. Une pérennisation de l'activité et un recours plus systématique à la méthode permettraient d'associer plus étroitement les personnes en situation de pauvreté et d'accroître leur incidence sur ce travail.

La volonté politique et le financement public sont indispensables à la poursuite de pareille démarche au niveau national; hélas, cet objectif restera hors de portée tant que la méthode ne sera pas plus connue et que les politiciens convaincus qu'une représentation théâtrale peut renforcer les mesures de lutte contre la pauvreté ne seront pas plus nombreux.

L'expérience du projet mené en Styrie a également montré qu'une étroite collaboration entre des professionnels du théâtre, des réseaux de lutte contre la pauvreté et des organisations sociales s'impose pour que les résultats engrangés grâce aux pièces de théâtre aient une vraie force de lobbying politique et que les solutions proposées par les personnes en situation de pauvreté soient soutenues et prises en compte dans les études et recherches sur la pauvreté, afin que ces mêmes personnes puissent faire mieux entendre leur voix.



Au niveau d'EAPN Autriche, le projet a été un outil d'apprentissage et s'est avéré un excellent instrument de motivation qui a poussé les personnes en situation de pauvreté à reprendre

leur propre vie en main et à peser sur les décisions politiques qui les concernent. Nous continuerons à promouvoir cette méthode.

Michaela Moser, Die Armutskonferenz/EAPN Autriche



Un petit plus...

De la visibilité accrue des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion

Afin d'améliorer la participation des personnes en situation de pauvreté au sein du réseau, EAPN Autriche a mené à bien un projet appelé 'Sichtbar werden' («Soyons visibles»), dont le propos était de consolider les associations d'entraide et les réseaux rassemblant différentes catégories de personnes en situation de pauvreté. L'idée et la stratégie derrière ce projet reposent sur une série de «théories sociales», mais également sur des expériences et des activités inscrites dans le travail de développement local.

Une partie de la stratégie se base sur un modèle composé de quatre phases: la perception de l'information, la participation, la co-décision et, enfin, l'auto-gestion/organisation.

En outre, notre travail sur la participation respecte les différents éléments et principes suivants:

- A. Prendre l'existant comme point de départ et le «nourrir»: il s'agit de travailler avec des groupes de personnes en situation de pauvreté ayant déjà, d'une manière ou d'une autre, commencé à s'organiser. Parfois, il s'agit de minuscules groupes d'entraide constitués de deux ou trois personnes; l'important est que ces personnes aient déjà eu le courage de s'organiser et qu'on ne les laisse pas tomber après leur participation aux séminaires/conférences organisés par EAPN Autriche. L'objectif est de leur offrir un espace dans lequel elles pourront partager et poursuivre leur travail/leurs réflexions/leur lutte.
- B. Rassembler différents types de catégories de personnes en situation de pauvreté. Pour nous, il est également important de faire participer divers groupes de personnes en situation de pauvreté: des familles monoparentales, des groupes d'entraide de personnes souffrant de maladie mentale, des initiatives de personnes sans emploi, des organisations de migrants... etc.
- C. Créer et offrir un espace et des possibilités: pour un échange et des informations concernant les droits, pour un dialogue avec les acteurs/politiciens, pour les actions publiques et d'autres formes d'actions de promotion, pour la mise au point de projets...
- D. Consolider la participation des personnes en situation de pauvreté à d'autres aspects des activités menées par notre réseau.

Par ce biais, nous avons également entamé un dialogue avec le monde des chercheurs (qui font partie de notre conseil consultatif des universitaires) : par exemple, les chercheurs impliqués dans l'étude européenne du SILC pour l'Autriche et les personnes en situation de pauvreté et les fonctionnaires... etc.

Pour plus d'informations à propos du projet «soyons visibles!», surfez sur www.armutskonferenz.at/armutskonferenz_news_sichtbarwerden.htm.

Une autre initiative menée conjointement par EAPN Autriche et le théâtre de Vienne, "Faim d'art et de cultures", s'est transformée, en quelques années, en programme national d'aide aux personnes en situation de pauvreté, l'objectif étant de leur donner accès aux galeries de peinture, aux théâtres et aux autres établissements culturels. Chaque année, les ONG sociales et les institutions culturelles de toute l'Autriche mènent une initiative conjointe qui se termine par une célébration publique et un évènement de sensibilisation (concerts, expositions et spectacles de rue).

Points de vue et expériences

“30 personnes, 30 destins, et allez donc savoir– rien de facile. Différentes catégories d’âges, différents horizons sociaux. Et une chose en commun: connaître des difficultés financières.

L’atelier: cinq jours de théâtre ensemble. Ce que je ressens: un mélange de curiosité, de scepticisme et d’excitation. L’introduction donne déjà une première idée: une charge émotionnelle forte à libérer. Des exercices ludiques pour se mettre en jambe; étonnamment, il est facile d’établir le contact avec les autres. Le premier soir: de l’euphorie et de l’émotion face au traitement que les «30» se réservent. On vous prend au sérieux, on vous écoute, chacun est sur un pied d’égalité. On déjeune ensemble. Mon dieu que c’est bon d’être traité ainsi; tant d’attention, on n’est pas habitué. J’éprouve de la gratitude, je suis assis et je pleure parce que pareil sentiment chaleureux m’était devenu étranger.

Jour après jour, les expériences se font plus intenses, les images, créées par nos intuitions, témoignent d’expériences enrichissantes. Les histoires dramatiques de certaines personnes remontent à la surface, des situations désespérées –parfois, elles semblent inextricables. Entre deux histoires, des rires atténuent parfois la tension. C’est bon de ne pas devoir se cacher. Chaque émotion a sa place, elle est justifiée. Tout en étant ultra concentrés sur notre travail, nous restons ludiques, détendus. Tout à coup une manifestation excessive de bonheur comme pour se protéger de la douleur profonde. Les larmes coulent. Pas de problème, le groupe garde le silence par empathie. Un moment émouvant. Dans quel autre endroit a-t-on la chance d’être juste des «êtres humains» sans ressentir de honte?

Le dernier jour: encore tant de choses à faire. Les scènes prennent forme, les solutions apparaissent, alors que cela semblait impossible. Tant de créativité chez les gens, souvent, on vous refuse ex officio d’avoir des compétences de vie. C’est agréable de ne pas devoir se cacher... d’être pris au sérieux, d’être entendu, que chaque voix ait le même poids. (...) Dans quel autre endroit peut-on juste se montrer «humain»?

Et ceci (l’atelier) ne s’arrêtera pas, on vient juste de jeter les bases d’un projet théâtral qui va se poursuivre et certains d’entre nous en seront les acteurs. Nos chemins vont continuer à se croiser, j’en suis sûr. Cette semaine, c’était comme notre vie –avec tous les hauts et les bas, la douleur, le désespoir, l’impuissance, mais aussi un pouvoir et un espoir illimités. Chacun d’entre nous est un héros. J’ai rarement été ému à ce point.

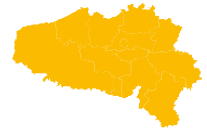
Qui a dit que l’art ne peut rien changer. Une telle énergie doit faire des vagues! J’en suis profondément convaincu!”

Un participant à l’atelier du forum théâtral.





Un expert du vécu est une personne qui vit ou a vécu dans la pauvreté et qui suit une formation spécialement conçue pour assurer cette profession. Elle est ensuite engagée pour travailler dans une série de secteurs de la société qui sont en contact avec les personnes en situation de pauvreté.



Les Experts du vécu

Une nouvelle profession pour les personnes en situation de pauvreté dans la politique de lutte contre la pauvreté



Contexte

Cela fait déjà de nombreuses années qu'une nouvelle vision des droits humains s'est développée, identifiant la pauvreté comme une responsabilité de l'ensemble de la société. Un consensus se dégage de façon de plus en plus marquée autour de l'idée que la meilleure façon d'élaborer des politiques consiste à y associer activement et intensivement les personnes concernées. Dans le domaine de la politique anti-pauvreté, cela signifie qu'il faut impliquer les personnes en situation de pauvreté.

En Belgique, deux voies sont empruntées: les «associations qui donnent la parole aux personnes en situation de pauvreté» et les «experts du vécu», une nouvelle profession pour les personnes en situation de pauvreté que nous décrivons ici.



Description d'un expert du vécu

Dans la lutte contre la pauvreté, s'il paraît évident qu'il faut faire participer les plus défavorisés, il reste néanmoins un chaînon manquant entre le travailleur social et la personne en situation de pauvreté. Si ces deux parties ne sont pas conscientes des écarts qui les séparent, l'assistance sociale sera vouée à l'échec. C'est la raison pour laquelle il est nécessaire d'associer les personnes en situation de pauvreté à la lutte contre la pauvreté.

Cette vision de la pauvreté distingue 5 lacunes:

- * lacune en matière de structures et de participation: De nombreuses règles et structures ont été conçues pour répondre à des situations ordinaires, sur base d'une culture de classe moyenne. Les personnes en situation de pauvreté n'appartenant pas à la classe moyenne, elles ne peuvent bénéficier des avantages de nombreuses mesures telles que les bourses d'études, les allocations familiales, les allocations de logement, les avantages fiscaux.
- * écart émotionnel: les personnes défavorisées portent en elles de nombreuses blessures, la société leur fait souvent porter un lourd fardeau de culpabilité, elles éprouvent un grand manque car leurs besoins les plus élémentaires restent insatisfaits, elles ne parviennent jamais réellement à accepter leur peine... Tous ces sentiments les bloquent dans leurs émotions et les paralysent dans leur fonctionnement.
- * manque de connaissances: les personnes défavorisées manquent cruellement d'informations sur la société et ses institutions. Elles ne savent pas comment la société fonctionne. Et lorsque les deux parties – les personnes en situation de pauvreté

et la société – ne sont pas conscientes de cela, cette lacune ne peut être comblée.

- * manque de compétences: les personnes qui ont grandi dans la pauvreté n'ont jamais eu la possibilité d'acquérir les compétences nécessaires pour se comporter dans notre société d'une façon qui soit acceptée par la culture dominante. Nombreux sont les parents qui ne possèdent pas ces compétences eux-mêmes et qui ne peuvent donc pas les transmettre à leurs enfants.
- * lacune en matière de force positive: l'incroyable motivation et la force dont ces personnes font preuve afin d'améliorer leur situation et celle de leurs enfants sont remarquables. Plus les personnes en situation de pauvreté ont la possibilité de se libérer du poids de leurs blessures les plus profondes, plus cette force devient visible.

Ces lacunes sont intrinsèquement liées: elles s'alimentent et s'influencent en permanence. Une compréhension de chacune d'elles permet de brosser un tableau général de la pauvreté. Il va cependant de soi que chaque personne a une histoire et une expérience qui lui sont propres, et que toutes ces lacunes ne se retrouvent jamais concentrées dans la même personne.

La formation et l'emploi proposés à l'expert du vécu

Il ne suffit pas d'avoir vécu dans la pauvreté pour devenir expert du vécu: une formation spéciale est nécessaire. L'institut de formation «Le Lien» a été créé afin de prodiguer de tels cours. L'expert du vécu est un interprète et doit servir de relais. Afin d'accomplir ces tâches, il doit apprendre à se détacher de son histoire personnelle. Il devra affronter sa propre douleur et son propre sentiment de culpabilité afin de pouvoir considérer son histoire comme une parmi tant d'autres.

Les plus démunis développent des mécanismes de survie qui reposent sur un profond sentiment de méfiance à l'égard de la société et des services sociaux. Pour changer cela, il faut pouvoir se focaliser sur les blessures intérieures des pauvres. En reconnaissant leur douleur et en allégeant le poids de leur culpabilité, ces personnes peuvent faire de la place pour l'expérience des autres et pour la société.

L'expert du vécu doit également développer des aptitudes particulières pour assurer ses fonctions: la capacité de communiquer est particulièrement importante. C'est la raison pour laquelle une formation de quatre ans (à raison de 3 jours par semaine) est requise.

Quels avantages Quels défis

Lorsque les personnes en situation de pauvreté se rassemblent, on constate qu'elles reçoivent énormément de soutien des personnes qui partagent leur expérience. Mais dans de nombreuses situations – lorsqu'elles sont confrontées aux structures de soins ou aux services publics – elles se retrouvent seules face à une société qu'elles

ne comprennent pas et qui ne les comprend pas. Dans de telles circonstances, c'est une vraie bénédiction que d'avoir un expert du vécu à ses côtés.

Par ailleurs, l'expert du vécu doit franchir un très grand pas pour passer du statut de demandeur, de client ou de patient à celui d'expert par expérience, une fonction qui demande de bien connaître et de bien comprendre l'autre partie. Les personnes qui empruntent cette voie acquièrent la force positive dont les personnes en situation de pauvreté font souvent preuve lorsqu'on leur en donne la possibilité.

L'équipe au sein de laquelle travaille l'expert du vécu doit également entreprendre un changement. Il n'est pas seulement un travailleur de plus qui est là pour alléger le travail. Ce processus nécessite une nouvelle façon de travailler et l'équipe doit y être préparée. La plupart du temps, les experts du vécu travaillent en tandem avec un assistant social. Ils effectuent les mêmes tâches que celles d'un travailleur social mais ont un point de vue différent: ils réfléchissent, interprètent, questionnent et vérifient si les aides proposées sont bien adaptées aux différents cas.

L'impact sur le réseau national

Le principe d'«expert du vécu» a été mis au point pour la première fois et utilisé pendant de nombreuses années dans le cadre des pratiques d'une association de personnes en situation de pauvreté appelée «Le Cercle». En mars 1999, cette association a donné naissance à une association sans but lucratif baptisée «Le Lien» dont l'ambition consistait explicitement à développer la formation mais aussi l'emploi d'experts du vécu dans le domaine de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Ce mécanisme viendrait compléter le système mis en place par les associations de personnes en situation de pauvreté afin de gérer les situations où le groupe de personnes en situation de pauvreté n'est plus en mesure d'aider une personne dans ses contacts avec les autorités et les services. Outre l'aide qu'ils peuvent apporter aux personnes dans le besoin, les experts du vécu sont également amenés à évaluer et à appuyer l'élaboration de politiques sociales.

La création de cette nouvelle profession s'est également révélée un moyen efficace pour faire approuver la participation des personnes en situation de pauvreté dans les nombreux domaines où les décisions prises affectent leur vie. Elle peut multiplier les capacités à aider les personnes en situation de pauvreté lorsque celles-ci sont confrontées aux autorités. Elle a également abouti à une initiative de l'administration fédérale pour l'intégration sociale qui consiste à lancer un programme de formation supplémentaire pour que des experts du vécu interviennent dans toute une série de services administratifs du gouvernement fédéral.

Ludo Horemans, sur base de documents de l'institut de formation pour experts du vécu «Le Lien».

Et un petit plus...

Sur l'expérience des experts et sur le partage des problèmes et des solutions au-delà des frontières

La profession d'expert du vécu n'est pas uniquement valable au sein des organisations de lutte contre la pauvreté. Ceux qui suivent cette formation de quatre ans travaillent en partenariat avec le personnel de divers services sociaux d'Etat, et les deux parties qualifient cette expérience d'enrichissante. Pour de plus amples informations, veuillez consulter www.vlaams-netwerk-armoede.be

Points de vue et expériences

"Il y a plusieurs années, je suis arrivé à la conclusion que si je devais (à nouveau) tenter de participer à la société, j'aurais avant tout besoin d'informations sur la façon de communiquer avec des personnes qui semblent avoir des normes et des valeurs différentes. A débuté alors une histoire faite de hauts et de bas.

La découverte d'un cours de 4 ans pour devenir expert du vécu dans le domaine de la pauvreté et de l'exclusion sociale a marqué l'étape suivante. Le fait d'appartenir à un groupe d'étudiants et de pouvoir échanger mon expérience de vie a donné un son moins creux au mot «participation», et même s'il me paraissait encore très négatif, j'ai décidé de me lancer. Les années ont passé et j'ai eu la possibilité de voyager et de visiter de nouveaux lieux et bâtiments, mais aussi de travailler avec un large éventail de personnes: sans-abri, travailleurs sociaux, et même représentants du gouvernement.

D'après mon expérience, je dirais que les effets secondaires de la participation sont tout aussi importants que la participation elle-même. Il est vrai que la participation est un outil puissant, à condition qu'il y ait un sentiment d'égalité.

Dans mon travail, j'avais parfois l'impression de venir de la planète Mars. J'étais de temps en temps submergé par un tsunami d'émotions, et dans la plupart des cas, c'était dû à la façon dont nous considérons l'injustice, ou à la façon dont nous justifions nos actions.

Dans des moments comme ceux-là, on apprend à comprendre les préjugés, à identifier certains seuils et à les gérer, voire même à les réduire. J'éprouve le plus grand respect pour les personnes ou les organisations qui sont disposées à analyser leur mode de fonctionnement et qui sont prêtes à discuter de leurs normes et de leurs valeurs.

J'ai agi de la même manière pendant des années avec mes normes et mes valeurs, et je sais combien cela peut être difficile.

En fin de compte, je dirais que pour moi, il n'y a de vraie participation que lorsque des opinions divergentes sur les valeurs et les normes peuvent coexister dans le plus grand respect et lorsque celles-ci peuvent être discutées si nécessaire à la lumière d'un raisonnement indépendant."

Toon De Rijk – Expert du vécu



En Belgique, la lutte contre la pauvreté est menée par des entités situées en Flandres, en Wallonie et à Bruxelles. Du point de vue wallon, la participation consiste à garantir la prise en compte des opinions de tous les groupes concernés. La qualité de cette contribution doit être garantie par le recours à une méthode adaptée aux particularités de chacun de ces groupes.

Le décret flamand élaboré en coopération avec les associations définit la participation comme «la participation à la vie sociale, en vue du bien-être individuel et collectif, ce qui permet de renforcer le contrôle personnel de sa propre situation de vie et des facteurs externes déterminant celle-ci».



Les groupes de dialogue

Une méthode de concertation

Contexte

La méthode des groupes de dialogue a pour objectif de donner aux personnes en situation de pauvreté la possibilité de jouer un rôle actif dans les échanges et les discussions visant l'élaboration de propositions de politiques grâce à leur participation dans les associations qui les rassemblent et leur donnent une voix. L'essence de la méthode réside dans le fait que la planification et le processus décisionnel sont adaptés au rythme du groupe. Elle a été mise au point et utilisée pour la première fois en Belgique en 1994 à l'occasion de la préparation du Rapport général sur la pauvreté (1996).

Description de la méthode des groupes de dialogue

Cette méthode s'articule autour de trois grandes étapes:

La première étape consiste en une consultation des associations qui donnent la parole aux pauvres. C'est à ce stade que sont rassemblées les connaissances des personnes les plus touchées, c'est-à-dire l'expérience des personnes en situation de pauvreté. Tout commence par un débat au sein de chaque association, suivi de consultations entre elles. Ces deux types de consultation se déroulent en parallèle, et nécessitent un retour d'information continu auprès de l'ensemble du groupe dans chaque association. Afin de garantir que la participation des personnes en situation de pauvreté soit prise au sérieux, il est essentiel de veiller à ce que les groupes de dialogue aient la possibilité de choisir le thème à approfondir. Les personnes en situation de pauvreté sélectionneront les sujets les plus importants pour leur vie quotidienne. Les expériences relatées dans le Rapport général sur la pauvreté sont ici d'une grande utilité, puisqu'elles peuvent constituer dans une certaine mesure le point de départ des discussions qui se poursuivront lors des étapes décrites ci-dessous. C'est au terme de cette première étape que sont déterminés les éléments qui seront analysés afin de contribuer à l'élaboration des politiques.

La deuxième étape consiste en une consultation avec les services publics et privés «partenaires», ainsi qu'avec les institutions et leurs agences connexes. Ceux-ci viennent ajouter leurs connaissances spécialisées aux expériences et propositions des associations. A ce stade – mais aussi lors de l'étape suivante – il est indispensable qu'un groupe suffisamment important de personnes en situation de pauvreté reste engagé dans ces consultations. Plusieurs membres du groupe doivent représenter les associations non pas en tant que «délégué» ou «porte-parole» traditionnels, mais bien dans un esprit collectif. Il est extrêmement important d'assurer un retour d'information suffisant auprès des autres membres du groupe qui ne participent



pas directement à ce processus consultatif. Ceci signifie que l'association doit de temps en temps avoir la possibilité de reprendre des discussions internes relatives à certaines questions, ce qui aura évidemment des répercussions sur le rythme des débats, des réunions et de la prise de décision. Une vaste délégation de personnes en situation de pauvreté devrait également être présente lors des réunions, non pas pour surpasser

les autres en nombre, mais bien pour prendre conscience que leurs idées et leurs contributions occupent une place centrale dans le processus.

La troisième étape consiste en une consultation avec les entités politiques (agences gouvernementales, ministères et hommes politiques) qui sont responsables de l'élaboration des politiques dans les domaines concernés. La consultation a donc lieu entre les représentants des associations qui donnent la parole aux pauvres (première étape), leurs partenaires (deuxième étape) et les décideurs politiques.

Au cours de cette dernière phase, il sera inévitablement nécessaire dans certains cas de revenir aux réunions de la deuxième, voire même de la première phase, indépendamment de la façon dont les décideurs réagiront aux contributions et propositions avancées par les associations. Si les autorités politiques rejettent ces propositions, mais que l'atmosphère reste néanmoins positive et constructive, le processus de dialogue devra probablement repartir de zéro, sur base des alternatives spécifiques présentées par les autorités.



Quels avantages Quels défis

- * Il faut prévoir suffisamment de temps pour appliquer la méthode des groupes de dialogue. Ce n'est pas un processus qui peut être mené à bien en quelques semaines. Il faudra plutôt compter sur un minimum de six mois. C'est surtout la première étape qui prend beaucoup de temps.
- * Deux cas de figure sont possibles: soit la méthode de dialogue est utilisée pour fournir des opinions demandées par les autorités, soit elle est utilisée directement à l'initiative des associations. Dans le premier cas, le problème réside dans le fait que les décideurs politiques n'ont souvent pas suffisamment de patience. La plupart du temps, ils demandent l'avis des associations de personnes en situation de pauvreté lors de la dernière phase de leur processus décisionnel. Ils devraient avoir le réflexe d'inviter les personnes concernées dès qu'ils envisagent de modifier quelque chose ou d'adopter une nouvelle mesure, afin que celles-ci puissent entamer immédiatement la première phase du processus de dialogue.
- * Il en va autrement lorsque l'initiative émane des associations elles-mêmes. La décision de passer à la deuxième ou à la troisième étape leur appartient alors davantage. Les services et les décideurs sont associés au processus lorsque les asso-

ciations de personnes en situation de pauvreté s'estiment prêtes à les accueillir.

- * Si les décideurs politiques avancent des solutions qui sont différentes mais néanmoins peu éloignées de celles formulées au départ par les associations, le processus peut être relancé, mais en évitant une partie de la première phase. Le processus sera bien entendu plus long si les nouvelles alternatives proposées par les autorités sont aux antipodes des propositions avancées initialement par les ONG. Dans le pire des scénarios – s'il était impossible de dégager un climat positif et constructif – il faudrait admettre que le processus est au point mort et que, vu ces nouvelles circonstances, les associations doivent se consulter à nouveau, ce qui pourrait conduire à l'élaboration d'une réponse différente.
- * Les trois étapes de ce processus ne sont pas toujours aussi linéaires ou aussi clairement délimitées que dans notre description. En fonction de la situation et des réactions, des progrès rapides peuvent être engrangés en alternance et les phases deux et trois peuvent alors se dérouler simultanément. Mais il est parfois aussi nécessaire de revenir en arrière et de repasser de la troisième à la première ou à la deuxième phase avant de pouvoir achever correctement le processus de dialogue.

L'impact sur le réseau national

La méthode des groupes de dialogue a été utilisée pour la première fois dans le cadre des travaux de préparation du Rapport général sur la pauvreté (1996). C'était la première fois en Belgique que le gouvernement demandait un tel rapport non pas à des scientifiques mais bien à des associations de personnes en situation de pauvreté et à l'association des villes et des communes (une association nationale soutenue par la Fondation Roi Baudouin). Le Réseau belge de lutte contre la pauvreté a participé à ce processus de deux ans qui a abouti à la publication du Rapport général sur la pauvreté. La méthode prévoyait que les personnes en situation de pauvreté soient associées au processus du début jusqu'à la fin, y compris au cours de la relecture des chapitres du rapport. La rédaction du rapport (qui s'est étalée sur une période de deux ans) a été le fruit d'une coopération entre personnes en situation de pauvreté et travailleurs sociaux issus de centres publics chargés de l'examen et de l'octroi du revenu minimum en Belgique. Depuis lors, cette méthode est restée l'un des piliers de la participation des personnes en situation de pauvreté aux processus de décision.

Il est malheureusement parfois impossible de suivre cette méthode d'un bout à l'autre faute de temps. C'est la raison pour laquelle des variantes existent, mais dans chaque cas, le principe de participation directe des personnes en situation de pauvreté est respecté – y compris lors de la troisième phase de contact avec les décideurs.

Ludo Horemans, Coordinateur, Réseau belge



Et un petit plus...

Sur la participation et la lutte contre la pauvreté en Belgique

En Belgique, le travail de lutte contre la pauvreté est coordonné par le Réseau belge de lutte contre la pauvreté et mis en œuvre par trois entités différentes:

- Le Réseau wallon de lutte contre la pauvreté
- Le Forum bruxellois de lutte contre la pauvreté
- Le Réseau flamand de lutte contre la pauvreté



Le Réseau flamand a été créé par décret et le gouvernement se doit donc de le consulter pour toute question affectant les personnes en situation de pauvreté. Ce réseau a principalement recours aux méthodes des groupes de dialogue et des experts du vécu. Les membres doivent en outre être composés d'au moins 75% de personnes en situation de pauvreté. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site www.vlaams-netwerk-armoede.be.

Le Réseau wallon utilise la méthode fondée sur l'intelligence citoyenne: il s'agit d'une consultation structurée qui permet de garantir la participation des personnes en situation de pauvreté à l'élaboration des politiques.

Le Forum bruxellois a été créé par des travailleurs sociaux dans le but d'échanger des idées et d'aborder les problèmes des personnes exclues socialement. Pour en savoir plus, veuillez consulter: <http://geocities.com/lutteisa03>

Points de vue et expériences

«Le Rapport général sur la pauvreté de 1996 a marqué un tournant décisif pour nous. C'est la première fois que les hommes politiques nous ont écoutés, non pas de façon ponctuelle mais bien pendant 2 ans. Nous avons donc pu exprimer ce que signifie pour nous le fait d'être condamnés à vivre dans la pauvreté. Mais nous nous sommes dit que cela ne pouvait pas s'arrêter là. Ce processus devrait être réalisable tout le temps... grâce à ce que nous avons appelé un «dialogue permanent». En effet, il y a tellement de choses qui se produisent sur un bref laps de temps que nous avons besoin d'en parler constamment. Malheureusement, nous devons répéter et répéter sans cesse la même chose, car cela ne semble pas «entrer» dès la première fois.

Il en est ainsi pour différents thèmes tels que le logement, l'énergie, ou le travail... Nous devons sans cesse répéter ce qui ne fonctionne pas et ce qu'il faudrait faire selon nous pour améliorer les choses. Nous avons enfin réussi à ce que les hommes politiques acceptent notre méthode de dialogue; je pense qu'ils en ont même fait une loi.

Cette méthode de dialogue est aujourd'hui utilisée pour aborder des questions liées à l'énergie avec les ministres flamand et belge concernés. Et nous procédons de la même façon dans notre ville avec le service public d'assistance sociale chargé du revenu minimum. Nous voyons ce qui

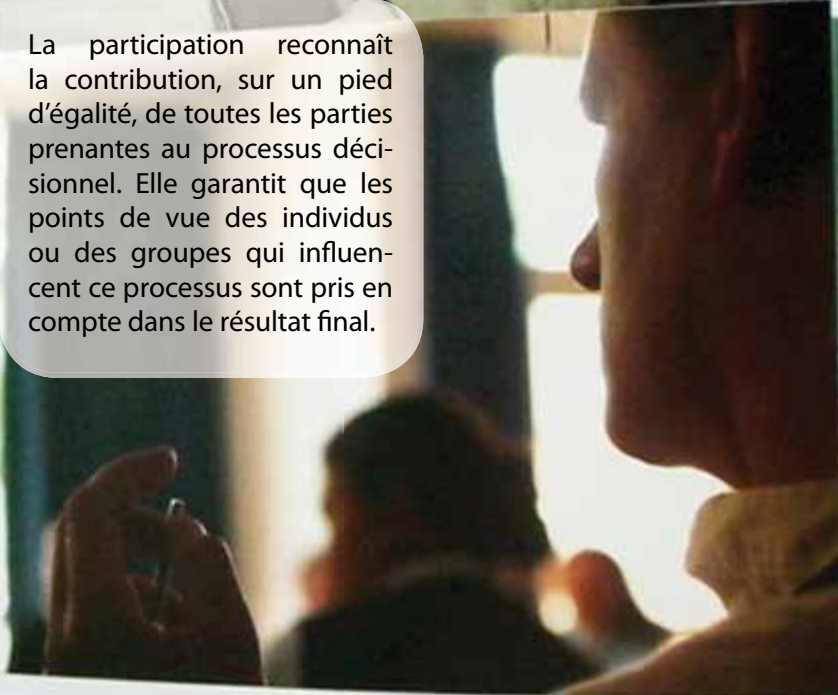


ne va pas, nous discutons des points à améliorer et nous faisons des propositions aux politiques qui ont le pouvoir de prendre des décisions à ce sujet. Cela ne veut pas dire que tout change immédiatement, mais cela finit par arriver après un certain temps, même si parfois cela prend tellement de temps que nous désespérons.»

Un participant belge à la rencontre européenne des personnes en situation de pauvreté.



La participation reconnaît la contribution, sur un pied d'égalité, de toutes les parties prenantes au processus décisionnel. Elle garantit que les points de vue des individus ou des groupes qui influencent ce processus sont pris en compte dans le résultat final.



« ..

À quand une grève des loyers,
essayez seulement d'imaginer
l'effet domino si une telle grève
se produisait ???

EAPN FRANCE



Regards croisés sur les politiques d'inclusion sociale

Contexte

Le secteur associatif français, en particulier le secteur social, est difficilement associé à l'élaboration des politiques d'inclusion sociale (notamment du Plan National d'Action pour l'Inclusion, le PNAI), et est parfois même peu informé. Par ailleurs, les personnes en situation de pauvreté, qui sont directement concernées par le processus européen d'inclusion sociale, sont très éloignées de ces politiques, décisions et orientations.

L'Union européenne promeut l'égalité des chances pour tous, c'est pourquoi ce public a également le droit et le devoir d'être sensibilisé aux politiques européennes et nationales d'inclusion sociale.

C'est dans ce cadre et à une période (juin 2006) où EAPN France et ses membres discutaient du nouveau PNAI français que le projet «Regards croisés sur les politiques d'inclusion sociale» a été déposé auprès de la Commission européenne par la Fondation de l'Armée du Salut et ses partenaires (EAPN France, UNIOPSS et ses représentations régionales ainsi que le Ministère des Affaires Sociales, en charge notamment de la rédaction du PNAI), forts de leur expérience sur la participation des personnes en situation de pauvreté à la citoyenneté.

Afin d'être encore plus efficace dans la sensibilisation aux politiques européennes d'inclusion sociale, le projet a insisté sur le fait que ce sont les personnes en situation de pauvreté actives dans les associations qui mèneront cette démarche de sensibilisation.

Regards croisés: description du projet

L'objectif général du projet était d'accompagner l'appropriation et l'évaluation du PNAI 2006–2008 par les personnes en situation de pauvreté et les intervenants de l'action sociale pour leur permettre de participer à l'élaboration du prochain PNAI.

Il s'agissait plus précisément de:

- * Permettre la **compréhension et la reformulation** du PNAI
- * Avoir une **lecture critique** en confrontant le texte à la réalité du quotidien
- * Constituer une **force de proposition** et élaborer des passerelles entre l'ensemble des acteurs concernés pour favoriser un dialogue et une compréhension mutuelle mais surtout pour construire une parole commune afin de se préparer à participer à l'élaboration du prochain PNAI

- * **Promouvoir la démocratie participative** et la co-formation via:
- * La relecture et l'appropriation du PNAI
- * L'élaboration d'un glossaire détaillé sur l'ensemble des acronymes utilisés dans le PNAI
- * L'organisation dans 3 régions (Haute Normandie, Nord-Pas-de-Calais et Champagne-Ardenne) de rencontres entre acteurs sociaux et personnes confrontées à la pauvreté pour échanger sur les 3 thèmes du PNAI (accès et retour à l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées, insertion sociale et professionnelle des jeunes et développement de l'offre de logement social et d'hébergement de qualité) et faire des propositions d'amélioration qui sont regroupées dans un document de synthèse.
- * La création d'outils d'information et de sensibilisation: site internet (www.inclusion-sociale.org), cd-rom, expo photo...)
- * L'organisation d'une journée nationale de restitution et d'échanges pour rendre compte du travail engagé

Les groupes cibles du projet étaient l'ensemble des acteurs sociaux concernés par le PNAI et regroupés dans les associations partenaires: les intervenants sociaux et les personnes en situation de pauvreté. Chaque groupe de travail était constitué par autant d'intervenants sociaux que de personnes en situation de pauvreté.

«C'est dur de savoir (parce que vous savez) et ça fait du bien d'apprendre parce que l'on ne sait pas.» a témoigné Alain lors de la journée nationale de restitution.



Points forts

Axe clef du projet: l'ensemble des acteurs du projet a été sollicité et mobilisé à part égale.

Grâce au processus engagé dans le projet, les personnes en situation de pauvreté mais aussi les intervenants sociaux sont passés d'une position de bénéficiaires ou de professionnels chargés de l'application de textes et de dispositifs à une position (bien sûr partielle et limitée) d'acteurs et de co-constructeurs de politiques publiques.

«Nous devons devenir des interlocuteurs reconnus des institutions publiques et politiques» a revendiqué Virginie.

* **En terme de processus:**

L'association d'un public mixte, (personnes en situation de pauvreté et intervenants sociaux) au bilan de la politique européenne en faveur de l'inclusion et la possibilité d'émettre des propositions pour la prochaine programmation.

La construction d'une démarche descendante/ascendante entre des politiques européennes/nationales et locales. Les personnes en situation de pauvreté et les intervenants sociaux sont considérés comme légitimes à donner, ensemble et dans un

rapport d'égalité, un avis sur des politiques nationales et même européennes.

* **En terme de contenu:**

C'est la première fois que l'on offre la possibilité à des personnes qui «vivent» ou mettent en application des politiques européennes et nationales de donner leur avis à partir de temps de travail collectifs.

Une capacité à sortir de situations individuelles pour en tirer des analyses et émettre des propositions collectives

Des productions de qualité avec des constats et des propositions souvent fort judicieux.

* **En terme de partenariat:**

Le projet a associé un partenariat large allant des politiques aux personnes en situation de pauvreté en passant par les institutionnels, les travailleurs sociaux et les associatifs (militants et professionnels).

Les personnes en situation de grande pauvreté ont été associées par le biais des Conseils de la Vie Sociale, de différents groupes de parole, et plus largement par le biais des associations militantes et/ou caritatives.



Points à améliorer

* **En terme de processus**

Le processus engagé est encore limité, la consultation directe de l'ensemble des acteurs sociaux (intervenants sociaux et personnes en situation de pauvreté) n'est pas encore automatisée. Il faut toujours porter cette revendication, ce n'est pas encore naturel.

L'Europe semble bien loin des participants qui préféreraient s'exprimer sur la situation vécue localement.

* **En terme de contenu**

La discontinuité des présences aux réunions a entraîné la nécessité de redonner des éléments d'information sur le contenu de la démarche, sur le PNAI et de remettre en discussion des points antérieurement traités.

Les thèmes du PNAI étant très larges, il n'y a pas eu assez de temps pour se consacrer entièrement à l'ensemble des points soulevés.

* **En terme de partenariat**

Le projet a impliqué plus facilement des intervenants sociaux et des personnes en situation de pauvreté que des institutionnels ou des décideurs politiques, qui ne se sont pas forcément saisis de la question, étant eux-mêmes éloignés de ce processus.

Impacts

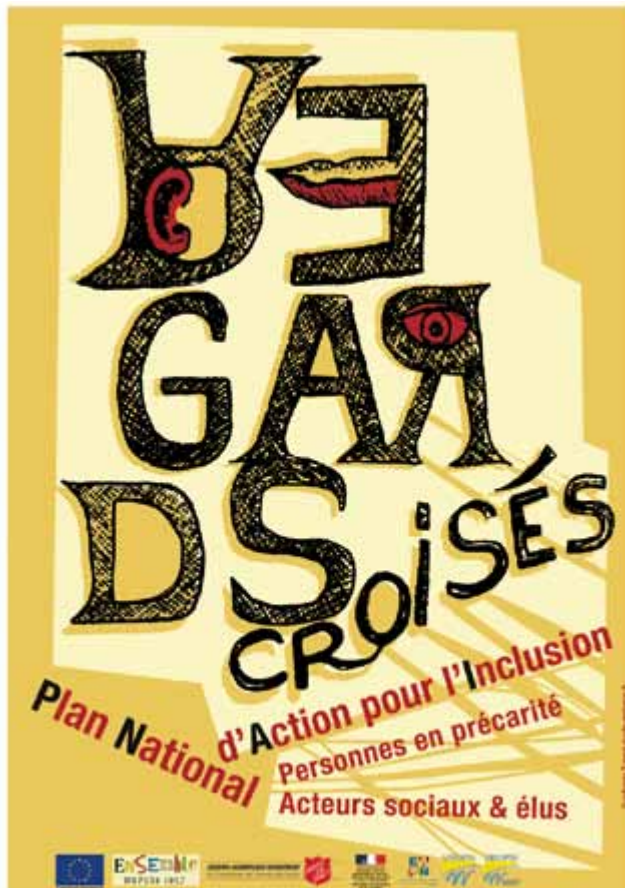
Pour le réseau EAPN France, ce projet a permis de prouver que le processus participatif était bien enclenché dans le réseau, même s'il est encore balbutiant.

La mobilisation de l'ensemble des acteurs pour participer à l'évaluation et au suivi des stratégies européennes et nationales de lutte contre l'exclusion demande à être accompagnée pour éviter que la mobilisation ne soit trop fragile.

La logique de co-construction permet de renforcer les capacités de chacun.

Il est nécessaire d'associer les personnes en situation de pauvreté à l'ensemble des démarches prises par le réseau.

Geneviève Collinet, EAPN France





Et un petit plus...

Sur le travail d'EAPN France en matière de participation

Le projet "Regards croisés" a produit une série d'outils et de recommandations pour la prochaine période de programmation ainsi qu'une méthodologie détaillée qui inclut les parties prenantes dans l'évaluation des plans d'action nationaux pour la protection sociale et l'inclusion sociale. Vous trouverez une présentation détaillée des résultats du projet sur le site suivant: www.inclusion-sociale.org.

For more information about the work on participation and poverty reduction conducted by EAPN France please visit www.eapn-france.org.

Points de vue et expériences

«Le contenu de Regards Croisés était utile. C'est le moment où on a:

Echangé sur le regard des travailleurs sociaux et des personnes en situation de précarité sur la pauvreté.

Fait des synthèses des problèmes et proposé des pistes de sorties avec les travailleurs sociaux.

Les personnes en situation de précarité ne veulent pas admettre que le travailleur social fasse à sa place. Ce qu'elles attendent du travailleur social, c'est de l'aide pas de l'assistantat.

En région c'était nickel, la participation était au top!

Lors de la synthèse à Paris, comme c'était la première fois, il y a eu des malentendus, des flottements entre ce qu'attendaient les personnes et ce qui était proposé.

Les constats et propositions de chaque région ont été portés au Conseil national de lutte contre les exclusions, on voudrait savoir ce qu'ils sont devenus.

On aimerait être associé en amont des projets et de la rédaction du PNA!».

Mahamoud ELMI, Serge GAULTIER



Pour le réseau hongrois de lutte contre la pauvreté, la participation, tant en théorie qu'en pratique, signifie que chacun peut exercer ses droits de citoyen, chacun peut exprimer son opinion sur des questions le touchant directement ou indirectement, chacun peut réaliser qu'il est une personne compétente dans sa propre vie, enfin il s'agit d'exprimer des opinions et des connaissances de types et de degrés différents. Par tous ces moyens, il s'agit de mieux connaître le monde et d'avoir la chance de prendre des décisions qui servent au mieux les intérêts de tous.



Constater, nommer et résoudre... mais avec nous

Comment fonctionne le comité de coordination du réseau hongrois de lutte contre la pauvreté?

Contexte et situation générale

Le réseau hongrois de lutte contre la pauvreté (EAPN Hongrie) a été créé en avril 2004 grâce aux efforts conjoints déployés par les organisations de la société civile actives dans la lutte pour la réduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale. Depuis le tout début, nous avons choisi comme principe et comme objectif une participation accrue des personnes en situation de pauvreté dans notre travail. Toutefois, à l'époque, nous n'avions pas réfléchi aux détails de cet objectif.

Depuis 2004, EAPN Hongrie sélectionne et prépare les participants hongrois aux rencontres européennes des personnes en situation de pauvreté. Chaque année, entre 10 et 15 personnes participent à des modules de formation préparatoire. Grâce à ce nouveau mécanisme de formation interne, de nouvelles personnes entrent en contact avec EAPN Hongrie et la plupart d'entre elles décident d'y participer activement. Ajoutons que participer aux rencontres européennes est un événement particulièrement marquant pour les personnes en situation de pauvreté.

De nos jours, la Hongrie compte très peu d'organisations de la société civile qui sont le résultat d'une initiative de personnes en situation de pauvreté. Très vite, nous avons été confrontés à un problème de taille: faute d'appartenir à une organisation, les personnes en situation de pauvreté ne pouvaient accéder à EAPN Hongrie en tant qu'individus. Dès le printemps 2006, il nous est apparu que nous devions créer davantage de possibilités de participation et d'adhésion pour les personnes en situation de pauvreté qui avaient déjà contribué au travail d'EAPN Hongrie en tant que bénévoles ou qu'assistants. Dans un premier temps, nous avons transformé le comité de coordination chargé d'administrer EAPN Hongrie.

Brève description

À l'été 2006, l'Assemblée générale d'EAPN Hongrie avait doublé le nombre de membres du comité de coordination, dont la moitié était des personnes en situation de pauvreté. Depuis lors, le travail régional est coordonné par des paires composées d'une personne en situation de pauvreté et d'un expert. Désormais et en vertu du même principe, la moitié des coordinateurs qui soutiennent le travail au niveau national sont des personnes en situation de pauvreté et l'autre moitié est constituée de professionnels.

Si la répartition du travail entre les personnes en situation de pauvreté et les professionnels n'est pas précisée par écrit, il est évident que, dans les activités communes, les coordinateurs en situation de pauvreté se concentrent sur l'implication et la promotion de la participation de davantage de membres individuels, alors que les professionnels mettent l'accent sur les organisations membres.

Lors des élections du comité de coordination d'EAPN Hongrie de 2006, sur 11 candidats en situation de pauvreté, 7 avaient déjà participé aux rencontres de Bruxelles et nous collaborons avec eux depuis lors. Au cours des deux années suivantes, quatre d'entre eux ont laissé tomber et cela faisait plusieurs années que nous collaborions avec l'une d'entre elles.

Qu'est-ce qui fonctionne bien

Il est difficile d'évaluer, de façon tranchée, la qualité de la coopération entre les personnes en situation de pauvreté et les professionnels ou de dégager les aspects positifs et négatifs de cette démarche. Toutefois, nous avons tenté de dresser une liste des caractéristiques positives les plus importantes:

- La majorité des personnes en situation de pauvreté qui ont été impliquées dans la structure décisionnelle d'EAPN Hongrie sont restées actives sur le long terme ; elles ont continué à jouer un rôle régulier et déterminant dans la gestion d'EAPN Hongrie. En conséquence, la théorie marchait dans la pratique.
- La plupart des personnes en situation de pauvreté qui ont été impliquées dans le réseau EAPN Hongrie ont constaté une amorce de changements positifs dans leur vie. Elles ont reçu des informations, elles ont acquis des connaissances et ont noué des relations, ce qui leur a permis de mieux défendre leurs intérêts. Certaines d'entre elles ont créé leur propre organisation. En résumé, cette pratique a également apporté des changements au niveau des individus.
- Au sein du comité de coordination, le travail conjoint fonctionne relativement bien. Les éventuelles difficultés nous obligent à appréhender de manière plus consciente la question de l'implication des personnes en situation de pauvreté et des structures nécessaires à leur participation.



- Grâce à la participation continue des personnes en situation de pauvreté dans la gestion des activités d'EAPN Hongrie, de nouveaux points de vue et de nouvelles connaissances et expériences ont été pris en compte. Soulignons que les coordinateurs en situation de pauvreté réalisent des tâches essentielles dans le cadre des activités d'EAPN Hongrie. Par exemple, ils contribuent

à l'organisation des rencontres annuelles des personnes en situation de pauvreté et de forum régionaux en amont des rencontres nationales. Chaque année, nous préparons le rapport de suivi d'EAPN Hongrie sur la situation des familles en situation de pauvreté et pour ce faire, nous capitalisons sur la participation active de nos membres en situation de pauvreté. Les personnes en situation de pauvreté participent aux manifestations, aux conférences et aux communiqués de presse, en tant qu'experts ou qu'intervenants. En définitive, le travail conjoint a enrichi le réseau EAPN Hongrie.



- En voulant concrétiser la participation des personnes en situation de pauvreté au sein du réseau EAPN Hongrie, nous avons gagné en authenticité aux yeux des personnes en situation de pauvreté; cela nous permet de rallier plus facilement d'autres personnes aux causes défendues par EAPN Hongrie. En d'autres termes, transformer le comité de coordination nous a aidés à consolider et à élargir la base d'EAPN Hongrie.

Défis et améliorations

Nous mentirions si nous affirmions ne pas avoir été confrontés à de sérieux problèmes et à de graves difficultés. Les principaux défis qu'il nous reste à relever sont:

- La transformation du comité de coordination était une activité ponctuelle et inédite. Nous n'avons pas réfléchi à l'avance aux éventuels pièges et difficultés, et donc, nous ne nous y étions pas préparés. En conséquence, nous avons souvent été forcés de courir après les événements ou de répondre aux problèmes au cas par cas, ce qui n'est pas toujours facile.
- Coopérer avec le comité de coordination ou assumer la fonction de coordinateur régional ou national exige des compétences et des connaissances particulières dans le chef des professionnels. En réalité, nous ne disposons pas des ressources suffisantes pour assurer une formation adéquate aux compétences nécessaires. Nous devons, à l'avenir, accorder davantage d'attention à cet aspect lors de l'élaboration et de l'évolution ultérieure d'une méthodologie.
- Pour pouvoir jouer un rôle au sein d'EAPN Hongrie, les personnes en situation de pauvreté doivent être préparées. En effet, elles se retrouvent dans des situations qui leur sont inconnues et sont confrontées à des attentes qu'elles n'ont jamais vécues. Il n'est pas rare que des tensions apparaissent au sein de leur famille ou dans leurs relations sociales. Pour qu'elles puissent participer au travail d'EAPN Hongrie sans le moindre sentiment de frustration ni d'échec, elles ont besoin d'un soutien permanent (tutorat, mentorat), d'un espace pour partager leurs expériences. Nous avons déjà pris des mesures allant dans ce sens.

- Faute d'avoir suffisamment précisé les rôles de chacun, les attentes et les interactions entre les membres du comité de coordination peuvent parfois donner lieu à des conflits et à de la confusion, mais nous tentons de nous améliorer.
- Certains sujets traités aux réunions, lorsqu'ils sont éloignés des problèmes pratiques du quotidien, peuvent susciter un moindre intérêt (par exemple les affaires européennes). Nous espérons pouvoir surmonter ces difficultés, en améliorant notre méthodologie.



Les enseignements tirés

Nous avons déjà décrit les enseignements positifs et négatifs les plus marquants; dès lors, nous n'allons nous pencher que sur deux aspects dans cette partie.

En ce qui concerne l'implication pratique des personnes en situation de pauvreté, il est une chose dont il faut impérativement informer toutes les personnes concernées: les professionnels jouent un rôle relativement stable, en raison de leur profession, tandis que le rôle des personnes en situation de pauvreté est surtout temporaire et qu'il s'enracine dans leur vécu.

En conclusion de cette étude de cas, soulignons que c'est lorsque le travail s'est fait de manière conjointe entre les personnes en situation de pauvreté et les professionnels au sein du comité de coordination qu'est apparue une nouvelle identité; EAPN Hongrie s'est alors rendu compte de l'importance de la participation active des personnes en situation de pauvreté dans le travail de plaidoyer en faveur de leur cause, que ce soit en interne ou en externe.

Izabella Marton et Zoltanne Szvoboda, EAPN Hongrie, Avec l'aide de Eva Szarvak, Geza Gosztonyi et de Laszlo Weber, membres du comité de coordination d'EAPN Hongrie



Et un petit plus...

L'évaluation participative d'EAPN Hongrie

La participation des personnes en situation de pauvreté ne fait pas seulement partie des structures d'EAPN Hongrie. En 2007, EAPN Hongrie a décidé d'évaluer les résultats et l'impact de la mise en œuvre de la stratégie nationale contre la pauvreté des enfants, ainsi que d'autres actions gouvernementales concernant les personnes en situation de pauvreté. Cette évaluation reposait sur une série d'entretiens avec des membres de familles en situation de pauvreté ou à risque, les enquêteurs étant eux-mêmes des personnes en situation de pauvreté.

En tout, nous avons recueilli 47 entretiens, certains membres du comité de coordination, eux-mêmes en situation de pauvreté, ayant participé au processus de préparation et de collecte des données.

Ces expériences ont incité EAPN Hongrie à se concentrer, dans les années à venir, sur le développement des groupes de défense des intérêts des personnes en situation de pauvreté. Pour plus d'informations sur EAPN Hongrie, rendez-vous sur www.eapn.hu

Points de vue et expériences

«Qu'est ce que ça représente pour moi d'être membre du Réseau et de travailler avec d'autres au sein du Comité de coordination?

C'est la possibilité d'évoluer, de réaliser ce «rêve», de travailler ensemble... C'est comme être sur les plateaux d'une balance; il faut se repenser sans cesse et s'évaluer au quotidien ou après chaque événement.

C'est la tâche de notre «tandem» (un professionnel et une personne en situation de pauvreté), il faut maintenir la balance en équilibre pour qu'aucun de nous ne tombe. Nous sommes deux diamants bruts, c'est au contact l'un de l'autre que nous révélons notre éclat.



Il y a des choses qui fonctionnent très bien dans ce travail...

La pauvreté, c'est une situation inconnue, bien que vécue de très près, voilà de quoi nous parlons. On peut en parler et les autres sont curieux d'entendre ce que l'on a à dire. Ils ne prennent pas ça comme un plainte ou de l'apitoiement.

Le monde évolue, on va dans des endroits où l'on n'aurait jamais imaginé aller auparavant. Vos désirs les plus secrets deviennent réalité, vous pouvez voyager à l'étranger et apprendre beaucoup.

Vous rencontrez des personnes qui vous prennent vraiment au sérieux. Vous les respectez, les appréciez et les comprenez. On apprend à ne pas parler sans être entendu. On est pris au sérieux, on est utile.

Ils vous épaulent et vous aident dans votre développement personnel. Nous évoluons tous et nous changeons. Nous devenons une communauté et une organisation efficaces.

Et parfois, il y a de choses qui ne fonctionnent pas si bien que ça...

Il faut s'intégrer dans une communauté qui parle une langue différente, on se sent perdu au début de chaque phrase. Apeuré, on leur demande s'ils veulent vraiment nous écouter et si on est vraiment nécessaire.

Parfois, on se sent comme un étranger... Votre entourage ne comprend pas de quoi vous parlez. Vous les dégoûtez, car vous amenez une situation "déplaisante" à la maison. Votre famille se sent mal, car on se moque des enfants à l'école à cause du show médiatique.

Parfois on fait des efforts pour quelque chose que l'on ne pourra jamais changer. On en parle sans arrêt, mais rien ne change. Les résultats sont lents, il faut reconnaître que rien ne se fait sur un coup de baguette magique. C'est très difficile de changer une perception sociale ou un préjugé.»

Zoltanne Szvoboda



"ZORG dat je het
ARMOEDECONFERENCE
Gemeente
L
Uitkomen
Wat heeft het Budgetbehoorlijk
- Budgettering als mens
- ongaan
- Schuldregeling voor
- schulden
- Budgetbegeleid
- Budgetadvies
Wat wil het Budget
- Signalering en

Pour nous, la participation c'est:
*prendre la responsabilité commune de
créer des possibilités et de garantir que
toutes les personnes puissent participer
dans tous les domaines liés à la vie et
aux droits des êtres humains.*



Les conférences locales sur la pauvreté

Un livre de recettes contre la pauvreté et l'exclusion sociale

Contexte

Depuis sa création, EAPN Pays-Bas s'attelle à convaincre les politiciens et les décideurs qu'un dialogue respectueux avec les personnes en situation de pauvreté à propos des politiques qui les concernent directement devrait être la base de toutes les initiatives prises en la matière. D'où l'idée d'organiser des conférences locales sur la pauvreté.

Suite à un fructueux projet transnational avec des partenaires du Portugal, de la France, de l'Italie, de l'Allemagne et de la Belgique, qui visait à définir et à comparer des indicateurs de réduction de pauvreté entre les pays participants, EAPN Pays-Bas a voulu tester l'idée au niveau local. Pour ce faire, il a fait pression auprès des autorités locales qui doivent, au regard de la loi, consulter les usagers à propos des services sociaux qu'elles offrent. Ce travail de plaidoyer s'est traduit en une méthode de travail innovante: les conférences locales sur la pauvreté.

Les conférences locales sur la pauvreté – un objectif de rassemblement

L'objectif des conférences locales sur la pauvreté consiste à rassembler un large éventail de personnes actives au niveau local, de leur offrir une plate-forme d'échanges et de leur permettre de débattre de la manière de sensibiliser leur propre communauté à propos de la nécessité de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Nous (EAPN Pays-Bas) avons invité des personnes en situation de pauvreté, mais également des décideurs politiques, des représentants de partis politiques, des commerçants, des employés travaillant dans des crèches, des enseignants, des représentants d'organisations actives dans le domaine de la protection sociale et toute autre partie intéressée à prendre part à des conférences locales sur la pauvreté.

En fait, la méthode est assez simple: il s'agit d'inviter des membres de la communauté locale et de leur offrir une plate-forme ouverte, mais néanmoins structurée, afin qu'ils puissent échanger leurs expériences et rassembler des idées créatives pour exercer, à leur niveau, un impact décisif sur la pauvreté.

Nous avons, dans un premier temps, contacté les municipalités locales (principalement les services en charge des affaires sociales) et nous leur avons demandé d'ac-

cueillir la conférence. EAPN Pays-Bas s'est occupé de la méthodologie et de l'organisation pratique de la conférence.



Qu'est-ce qui a bien fonctionné

Comment avons-nous associé les personnes en situation de pauvreté?

1. Sur un plan méthodologique, nous avons tenté d'impliquer les personnes en situation de pauvreté (les personnes bénéficiant du revenu minimum ou d'autres aides, les comités d'usagers de services sociaux) à chaque fois que cela était possible et nous leur avons demandé de jouer le rôle d'interface entre EAPN et leur municipalité.
2. Après avoir contacté directement les représentants des municipalités, nous invitons systématiquement les comités d'usagers de services sociaux à participer activement au processus d'organisation de la conférence.
3. Les personnes chargées de l'accueil, de la distribution des programmes et des badges, ainsi que celles qui devaient répondre aux questions des participants au cours de la conférence, étaient toutes des personnes en situation de pauvreté.
4. Les personnes en situation de pauvreté étaient au cœur des conférences. Toutes les idées générées découlaient de l'écoute de leurs expériences et de leurs besoins. Selon nous, pareille approche ascendante est la manière la plus efficace de procéder.
5. Jusqu'à présent, EAPN Pays-Bas a organisé environ 20 conférences locales sur la pauvreté. A la base, c'est le gouvernement central qui a apporté le financement et actuellement, ce sont les autorités locales qui couvrent tous les coûts. Dans certains cas, nous sommes invités à organiser des conférences de suivi.

"C'est la première fois que j'ai le sentiment d'être important pour ma municipalité, que je compte «vraiment» pour elle".

Pour EAPN Pays-Bas, cette approche ascendante représente l'aspect le plus important des conférences; néanmoins, ces dernières comportent d'autres éléments positifs.

Les conférences locales sur la pauvreté ont eu une incidence sur les processus d'élaboration des politiques et sur les processus décisionnels puisqu'elles ont enrichi les personnes et les ont aidé à mieux se comprendre mutuellement. Elles ont également contribué à la mise en place de nouvelles alliances locales. A chaque nouvelle réunion, nous avons remarqué des changements d'attitude positifs chez les décideurs.

Quid des défis

Désormais, un des défis qui se pose est: comment faire en sorte que les personnes en situation de pauvreté s'engagent dans un processus de participation continu? Les placer sous le feu des projecteurs n'est pas chose aisée, mais nous y sommes parvenus la plupart du temps.



Toutefois, le véritable défi consiste à dépasser la crainte ressentie par les services de la municipalité, surtout celle des fonctionnaires des services de protection sociale, qui voyaient d'un mauvais œil l'établissement d'un véritable dialogue avec les personnes en situation de pauvreté.

Pareille entreprise demande beaucoup de temps et d'énergie, car il faut rassurer les fonctionnaires et leur montrer que les aspects positifs de la conférence sont bien plus nombreux que d'éventuelles conséquences négatives.

Les enseignements tirés

Un des principaux résultats consiste dans les changements positifs apportés à un certain nombre de politiques suite à l'échange d'idées lors des conférences locales sur la pauvreté.

Un des enseignements que nous avons tiré est qu'à force de patience et de temps, les personnes vont se rassembler et unir leurs forces dans la lutte contre la pauvreté et d'exclusion sociale.

Un autre enseignement, parfois douloureux, est l'absence de sensibilité et de volonté de reconnaître que cette nouvelle approche de la participation requiert du temps et de l'argent.

Bien qu'EAPN Pays-Bas tente de réduire les coûts de l'organisation des conférences locales sur la pauvreté au minimum, certaines municipalités continuent à penser que le travail avec les personnes en situation de pauvreté devrait être très bon marché. Il est également ironique de constater que de grosses conférences relatives à d'autres questions telles que la recherche reçoivent facilement des financements de la part des mêmes municipalités.

Quinta Ansem, EAPN Pays-Bas, www.eapn.nl



Et un petit plus...

Le livre de recettes de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion

L'un des principaux résultats de ces conférences locales est «Le livre de recettes de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion», un recueil d'idées simples qui y ont été partagées. Il s'agit de petits pas souvent simples et gratuits pouvant être répartis dans les catégories suivantes:

1. L'information
2. La politique/le service minimums
3. Les droits des demandeurs
4. L'image à créer
5. L'aide aux personnes endettées
6. L'exclusion
7. Le logement
8. Les autres/les tierces parties
9. La débrouille
10. L'emploi/le travail
11. Le rôle des écoles
12. Les projets
13. L'éducation
14. Divers
15. La répétition
16. Stimuler
17. Des exemples

Ce livre de recettes est disponible en néerlandais sur le site web d'EAPN Pays-Bas. Si ce projet et la révolution de pensées qu'il a suscitée chez les autorités locales vous intéressent, contactez nous sur www.eapned.nl

Points de vue et expériences

«Avoir pu participer à plusieurs conférences en tant que membre actif de l'organisation a été très important pour moi. En tant que bénévole et que personne en situation de pauvreté au quotidien, c'était bien plus facile de nouer des contacts avec les participants à la conférence. Non seulement je pouvais partager ma propre expérience, mais aussi ma créativité. Ce travail a entrouvert la porte sur la réalité : changer les choses est possible si les gens peuvent échanger, dans le respect, leurs opinions et leurs idées de solutions pour lutter contre la pauvreté. Ça fait du bien et ça m'a donné un nouvel espoir.

Ce que j'ai le plus apprécié, c'est le changement d'attitude qui s'est opéré à la suite de ces conférences à l'égard des décideurs politiques et des personnes en situation de pauvreté. Les conférences ont en effet amélioré la communication entre eux et aujourd'hui, il y a plus de respect et de compréhension par rapport aux problèmes et aux positions de chacun.

Ma contribution a apporté une réelle valeur ajoutée aux conférences car les personnes en situation de pauvreté ont compris que j'étais l'un d'entre eux. Cela les a sûrement aidé à être plus créatifs dans leurs idées et leurs propositions bien qu'ils savaient dès le début qu'il y aurait peu ou pas d'argent à leur disposition. Ainsi tout le monde devait se montrer créatif sans véritables ressources.

Ces conférences qui permettent de discuter des problèmes de la pauvreté et de trouver des solutions créatives en collaboration avec le plus grand nombre de participants locaux sont primordiales. Mais cela n'aurait pas été la même chose sans la participation des personnes en situation de pauvreté. Les placer au cœur même des conférences est crucial, car ce sont eux qui sont le plus à même de savoir ce qui est nécessaire pour apporter des changements positifs à leur vie. L'argent n'est pas la solution unique pour résoudre la pauvreté et l'exclusion sociale. La responsabilité partagée mais aussi la volonté de maintenir et d'élargir la coopération et de travailler ensemble pour lutter contre la pauvreté sont sources de changement.»

Marjo van Vliet, Vice-président du Conseil des usagers des services sociaux et de l'emploi



Les voix du terrain !

EAPN Norvège établit des alliances avec d'autres acteurs pertinents afin de créer une plate-forme d'expression en faveur de l'inclusion sociale en Norvège. 85% de nos organisations membres sont des associations d'entraide constituées de personnes en situation d'exclusion sociale. Nous demandons que les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale puissent véritablement peser sur les processus décisionnels au niveau national. EAPN Norvège exige d'être entendu et d'être pris en compte dans l'élaboration de stratégies et des principes de participation, que ce soit sur le plan politique, systémique ou individuel. Nos membres se mobilisent, non pas seulement pour être entendus et consultés, mais pour réellement contribuer aux processus décisionnels; il s'agit pour eux d'avoir un véritable impact sur les processus décisionnels à trois niveaux: politique, systémique et individuel.



Rendre la pauvreté visible! Une histoire de mobilisation

L'audition sur la pauvreté, Oslo, le 24 août 2007

Contexte général

Au cours des 10 dernières années, nos organisations membres se sont mobilisées tous les deux ans avant chaque élection.

Imposer la problématique de la pauvreté comme thème central des campagnes électorales constitue une des principales réussites d'EAPN Norvège depuis sa création.

Pourquoi avoir organisé une audition sur la pauvreté

En 2007, le gouvernement norvégien n'envisageait pas d'organiser une audition sur la pauvreté. Se substituant à lui, EAPN Norvège a pris l'initiative d'en organiser une avant les élections de septembre. Nous voulions braquer les projecteurs sur la question de la pauvreté pendant la campagne électorale. Six mois avant les élections, en collaboration avec Batteriet, qui est une division d'une de nos organisations membres, avec la Church City Mission et avec l'Union Norvégienne des Educateurs Sociaux et des Travailleurs Sociaux (FO), nous avons constitué un groupe de travail afin de mutualiser nos ressources dans le cadre d'un comité de préparation.

La participation des personnes en situation de pauvreté

La participation des personnes en situation de pauvreté est une évidence puisqu'EAPN Norvège est constitué de 26 ONG dont 22 sont des organisations, associations et groupes norvégiens constitués de personnes financièrement, socialement et juridiquement défavorisées ou qui oeuvrent dans leur intérêt. Pendant toute la période de préparation, l'organisation de l'audition s'est faite dans une démarche ascendante. Enfin, ce sont des personnes en situation de pauvreté qui ont présidé la totalité de la conférence.

Les autres participants

Le RIO – Organisation défendant les intérêts d'anciens toxicomanes, Mental Health, la confédération norvégienne des syndicats (LO), Save the Children, la Croix-Rouge, le SAFO (un réseau d'ONG de personnes handicapées) et l'Armée du Salut ont pris part à l'audition.

L'évènement a eu lieu sous un grand chapiteau sur une place d'Oslo, la capitale de la Norvège. Le ministre des Finances, le ministre de l'Emploi et de l'Inclusion, et bien d'autres politiciens de haut niveau, ont participé à toute la manifestation. L'audition, qui a bénéficié d'une couverture médiatique par la télévision nationale et plusieurs journaux, a rassemblé plus de 300 personnes. La journée s'est terminée par le lancement du rapport «Avoir un impact décisif sur l'éradication de la pauvreté».

Ce qui a bien fonctionné

L'audition a donné un véritable visage à la pauvreté et a donné aux personnes qui la vivent au quotidien le sentiment que la lutte contre la pauvreté n'est pas vaine. La couverture médiatique a été considérable. L'impact sur l'élaboration des politiques a également été important, l'audition ouvrant les yeux de la société aux problèmes des personnes en situation de pauvreté. L'audition a permis de consolider les liens avec les membres du gouvernement, du Parlement, des ministères et des directions générales. Notre force de lobbying s'en est trouvée renforcée. Les participants qui représentaient les personnes en situation de pauvreté ont eu un sentiment de victoire.

Problèmes et défis

Un des principaux défis consistait à mener ce projet nous-mêmes, sans l'aide de partenaires ayant davantage de ressources. Nous avons tenté les deux et nous avons échoué dans notre tentative en solitaire. Autre défi: comment associer nos organisations membres dans le travail de planification et dans des tâches concrètes? Les expériences les plus douloureuses sont sources de savoir.

L'impact et les résultats sur le réseau national

Le gouvernement a dégagé des fonds pour le développement futur des ONG.

Le gouvernement a invité les ONG à créer un groupe de représentants des différents aspects de la pauvreté qui rencontre le gouvernement et les ministères quatre fois par an; ce sont les ONG qui fixent l'ordre du jour de ces réunions. EAPN Norvège éprouve moins de difficultés à recruter de nouvelles organisations membres et peut ainsi être plus fort dans la lutte contre la pauvreté. La coopération entre les organisations membres s'est trouvée renforcée.

Enfin, qu'allons-nous faire à l'avenir?

Continuer à nouer des liens avec des organisations disposant de davantage de ressources afin que nos activités aient plus d'impact. Continuer à renforcer la coopération et l'interaction entre nos organisations membres afin de consolider notre lutte individuelle et collective contre la pauvreté.

EAPN Norvège, Dag Westerheim et Gunnar Paaske



Et un petit plus...

A propos de la pauvreté et de l'aide sociale en Norvège

La Norvège est un des pays les plus riches du monde. Toutefois, il ne dispose pas encore d'un système de revenu minimum basé sur les droits dans le cadre des aides sociales. Le montant des allocations sociales varie d'une agence d'aide sociale à l'autre et il est décidé par chacun des conseils municipaux. Dans le cadre de la protection sociale, la situation de chaque candidat est arbitraire.



En tant que réseau d'organisations/associations/de groupes d'action pour les groupes financièrement, socialement et juridiquement défavorisés de Norvège, la Welfare Alliance/ EAPN Norvège œuvre à :

- **l'éradication de la pauvreté**
- **la participation accrue des usagers**
- **l'amélioration de la qualité et des conditions de vie ainsi que des conditions financières et de travail de nos organisations membres.**

Pour plus d'informations à propos de la Welfare Alliance et de son travail, surfez sur www.velferdsalliansen.no

Points de vue et expériences

«Je m'appelle Hanne Haug et j'ai participé à la 7^{me} audition sur la pauvreté à Oslo.

Quelles sont mes impressions à propos de la journée? Nous avons abordé de nombreuses thématiques telles que:

- *l'impact de la pauvreté sur les enfants,*
- *les problèmes auxquels sont confrontés les toxicomanes dans le système de protection sociale et*
- *la réponse apportée par la ministre des Finances, Kristin Halvorsen, au défi de la réduction de la pauvreté en Norvège.*

Pour ma part et ayant personnellement fait l'expérience de la pauvreté, j'ai pu expliquer au public comment j'ai réussi face aux problèmes du quotidien. La présence du ministre du Travail et de l'Intégration, Bjarne Håkon Hansen, qui est resté assis toute la journée à écouter les intervenants, m'a beaucoup réconfortée. Les médias voulaient absolument couvrir les différents angles de l'audition. La veille de l'audition, une équipe de journalistes m'a suivie au travail, pendant mes visites chez les sans-abri et les personnes malades; j'en ai profité pour partager avec eux quelques bonnes raisons justifiant l'introduction de normes sociales minimales.»

En mémoire de Leiv Mørkved, Hanne Haug

Pour nous, la participation est un processus dans lequel plus de deux personnes qui partagent quelque chose en commun (biens matériels, des idées, un projet) décident d'agir et de travailler ensemble pour atteindre un objectif commun.



Réseau portugais de lutte contre la pauvreté



Activer la participation – enraciner les politiques dans la réalité locale



Le contexte

La proposition qui est à la base du projet «*Activer la Participation*» est clairement un effort de EAPN Portugal pour s'impliquer au niveau de la mise en oeuvre et de la consolidation du Plan National d'Action pour l'Inclusion 2003-2005. Le point a) de l'axe 4 du plan souligne en effet la nécessité de «*promouvoir, conformément aux pratiques nationales, la participation et l'expression des personnes en situation d'exclusion, notamment en ce qui concerne leur situation et les politiques et actions développées à leur égard*».

L'objectif du projet «*Activer la participation*» est donc de contribuer activement à la mise en oeuvre complète d'un processus pour lequel EAPN Portugal se bat depuis déjà longtemps: la participation des groupes sociaux défavorisés eux-mêmes à la définition des réponses à leurs problèmes.

EAPN avait commencé à initier le processus de participation des personnes défavorisées dès 2002, avec l'organisation de six forums régionaux qui se sont tenus à travers tout le pays et d'une rencontre nationale des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. Au vu des résultats, la nécessité de donner une continuité à ces actions est devenue évidente, ce qui a donné lieu à l'élaboration du projet «*Activer la participation*».



Le projet

Le projet «*Activer la participation*» a été mis en place en 2005/2006 avec pour principal objectif de «*promouvoir et consolider une «culture» de participation dans le tissu institutionnel local, en favorisant le renforcement des capacités des populations socialement défavorisés qui bénéficient de mesures et d'instruments d'action sociale*».

Les principales actions du projet ont consisté en:

- * Action I – La Collecte d'expériences de participation de publics défavorisés et la construction d'«*Observatoires locaux*».
- * Action II – Le développement de 10 ateliers de formation dans chaque localité.
- * Action III – l'expérimentation et la consolidation des mécanismes de participation, aussi appelés «*Micro actions*»

* Action IV – La divulgation des résultats

Afin de mettre en route la création des observatoires locaux de la participation, nous avons commencé par en communiquer les modalités et les objectifs aux parties prenantes et inviter les institutions à y participer. Ont été ainsi créés 4 observatoires à Braga, Porto, Coimbra et Évora, de manière à couvrir l'ensemble du territoire national. Chaque observatoire a été constitué par une moyenne de 12 institutions publiques et privées travaillant avec des publics très hétérogènes.

Après la constitution des observatoires, EAPN Portugal et tous les partenaires du projet ont initié deux phases majeures:

La première a été d'organiser 10 ateliers de formation pour les travailleurs sociaux et les directeurs des organisations participantes afin de les sensibiliser aux pratiques et aux représentations de la participation, de définir des concepts, d'identifier les risques et les obstacles inhérents aux processus de participation et de partager des méthodologies et des instruments de participation. L'objectif final de cette étape du projet était avant tout d'atteindre un consensus entre les participants sur la signification du terme «*participation*» et de construire simultanément des formes d'intervention sociale plus traditionnelles, jusqu'à arriver à la définition d'une action (d'actions) utilisant des méthodologies participatives.

À la fin de la période de formation, nous étions prêts à passer à la phase suivante, celle de l'expérimentation. Celle-ci vint à se concrétiser à travers le développement de 8 micro expériences de participation, qui ont été pensées, planifiées, exécutées et évaluées en coopération avec les utilisateurs des services (les publics défavorisés) et les organisations et institutions locales engagées dans le projet.

LES MICRO – ACTIONS ET LES GROUPES PARTICIPANTS

MICRO – ACTION	GROUPE PARTICIPANT
“Nós e o Nosso Bairro...”	Population résidante dans un quartier social de Braga
“GAFE – Grupo de auto-ajuda para familiares e amigos de pessoas com esquizofrenia.	Parents et amis des personnes souffrant de schizophrénie
“Traçar Caminhos”	Jeunes résidents dans un quartier social - Guimarães
“+ CIDADÃO”	Usagers des services de participation publique
“REI'S - Rede de Encontros intergeracionais”	Personnes âgées et enfants
“Activar Vozes e Saberes”	Personnes âgées, usagers des «centres de jour»
“Promover a participação”	Usagers âgés d'une organisation basée à Évora
“Acendalha”	Jeunes de la commune d'Évora

Au terme des micro projets, nous avons organisé un séminaire final auquel ont participé toutes les personnes engagées depuis la première phase du projet ainsi que d'autres organisations du pays. Du projet a résulté la publication d'un livre: «*Petites expériences, grands espoirs*» qui laisse de nombreuses «*portes ouvertes*» à la réflexion et au débat d'idées autour du sujet de la participation.

Ce qui a fonctionné

L'évaluation du projet par tous les acteurs engagés a été très positive. L'un des points forts a été l'engagement et la mobilisation efficaces des acteurs locaux, la complicité et l'échange de connaissances entre des travailleurs sociaux et les publics défavorisés, l'expérimentation de différents modèles de participation et les apprentissages qui en ont résulté. Citons également l'effet démultiplicateur des actions. Les expériences développées ont en effet servi de «*moteurs*» au développement ultérieur d'actions de promotion de la participation dans d'autres contextes.

Les problèmes rencontrés

Pendant le développement du projet nous avons rencontré quelques problèmes liés aux risques inhérents à la mise en oeuvre d'un processus participatif tels que le contexte du Portugal où la culture de participation est encore peu développée. A la lumière de cette expérience, il est important, dans le cadre de futures actions, de prendre en compte:

- * Le risque éventuel de créer de fausses attentes de la part des différents publics cible, et auxquelles nous serions incapables d'apporter des réponses satisfaisantes. Il est donc nécessaire d'analyser les ressources disponibles ainsi que les obstacles éventuels auxquels pourraient se trouver confrontées les personnes avec lesquelles nous allons développer le projet;
- * Le risque de collusion entre les intérêts personnels et institutionnels avec les intérêts collectifs;
- * Le risque inhérent à la logique d'appropriation de l'action - appropriation excessive par une organisation (ou par une personne) ou au contraire absence totale d'appropriation, ce qui remet en cause les principes participatifs;
- * Le risque que les apprentissages ne soient pas «rentables» et que les bonnes pratiques résultant des micro actions ne soient pas appliquées dans les organisations où les personnes qui travaillent.

L'impact sur le réseau national: Leçons et apprentissages

L'impact sur le réseau national peut être évalué grâce au processus de suivi du projet dans le cadre duquel se sont constitués des groupes de travail sur la participation, ainsi que grâce à la participation ou non des publics défavorisés impliqués dans des actions ultérieures développées par EAPN Portugal. Citons par exemple la participation aux rencontres européennes de personnes en situation de pauvreté qui se tiennent chaque année à Bruxelles.

Le projet «*Activer la Participation*» a été qualifié par le gouvernement portugais de «bonne pratique» de participation ainsi que d'important instrument de concrétisation des orientations du Plan national d'action pour L'inclusion. Celui-ci nous a également incité à persévérer dans notre long et difficile chemin vers la participation, afin de continuer à travailler non pas pour mais avec les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. La participation mène à une citoyenneté active et à une expérience complète de droits et obligations qui en découlent.

Les principales leçons que nous avons retenues de ce projet sont que:

- * La participation exige un partage que ce soit d'objectifs communs, d'intérêts ou encore de pouvoir;
- * La participation est plus efficace quand elle est vue comme une association de partenaires et non comme un échange entre «rivaux»;
- * La participation implique une proximité physique et relationnelle;
- * La résistance au changement et la rigidité de quelques structures organisationnelles rendent difficiles le processus de participation;
- * La participation exige du temps et malheureusement, les différents niveaux de participation ne son pas toujours totalement atteints.
- * La participation est possible!

Júlio Paiva and Ana Cláudia Albergaria, EAPN Portugal



Et un petit plus...

Sur la participation au Portugal

Le projet "Activer la participation" a également produit une fabuleuse publication basée sur les expériences de toutes les communautés et de tous les partenaires participant au projet: www.reapn.org/publicacoes_visualizar.php?ID=66

De plus, EAPN Portugal a développé des méthodologies de formation, des recherches ainsi que du matériel de sensibilisation pour les différents groupes cibles.



En interne, EAPN Portugal promeut les pratiques de participation pour les différents groupes et évalue régulièrement la satisfaction des bénéficiaires par le biais d'un «Conseil consultatif sur la qualité».

En externe, EAPN Portugal applique régulièrement les pratiques participatives dans son travail avec les parties prenantes au niveau local, régional et national. Par exemple, des ateliers d'évaluation de la participation au niveau local ont été mis en place dans de nombreuses communautés à travers le Portugal, nombre d'entre eux ayant été créés à la demande des autorités locales. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site d'EAPN Portugal: www.reapn.org

Points de vue et expériences

«Jusqu'à l'année dernière, j'étais en situation de chômage de longue durée depuis 1995, sans que l'Institut national pour l'emploi réussisse à trouver une solution à mon problème. D'après eux, mon âge était la cause de ma situation. J'ai ainsi passé des années entre les allocations chômage, le revenu minimum et une multitude de formations proposées par l'Institut pour l'emploi. Mon engagement auprès d'EAPN Portugal (REAPN) est pour moi une façon de collaborer activement avec la société. Mon engagement avec les mouvements citoyens ne date pourtant pas d'hier. A 15 ans j'étais volontaire dans un hôpital orthopédique, où mon travail consistait à jouer avec les enfants malades afin de les aider à supporter la distance et la séparation d'avec leur famille.

Dans les années qui ont suivi, j'ai choisi de m'engager dans le mouvement Scout. Ma fonction était d'apprendre aux enfants et aux jeunes les principes de respect de l'autre, mais aussi des animaux et de la nature. Comme autre expérience intéressante de participation, je peux citer mon travail pour la mairie de ma commune d'alors de garde d'enfants qui vivaient dans des tentes avec leurs parents, des gens très pauvres, le temps des vacances (juillet, août et septembre). Ma tâche consistait à les emmener à la plage le matin et d'organiser des jeux l'après-midi.


J'ai aussi collaboré avec la Ligue portugaise de défense des droits des animaux, en aidant à améliorer les conditions de vie de chiens et de chats. Amélioration qui entraîne de fait l'amélioration des conditions de vie des personnes. J'ai aussi participé ces dernières années au travail de la Banque alimentaire.

Les rencontres régionales d'EAPN Portugal ont consolidé l'idée selon laquelle la collaboration avec les institutions est une valeur ajoutée pour lutter contre les problèmes sociaux.

EAPN ne se contente pas de réunir les personnes, qui à un certain moment de leurs vies ont été confrontées à la pauvreté. EAPN rassemble également les travailleurs sociaux qui aident les personnes en situation de pauvreté à faire face à des situations difficiles et publie les résultats des discussions. La rencontre européenne des personnes en situation de pauvreté qui se tient chaque année à Bruxelles donne la parole aux délégués de tous les pays de l'Union européenne, avec pour idée que si nous nous y mettons tous ensemble, il est possible d'assurer que de bonnes conditions sociales soient mises en place.

Les situations présentées lors de ces rencontres m'ont aidé à prendre conscience que chaque personne est nécessaire pour le développement physique et psychologique des personnes qui vivent dans son entourage. Cet effet «de chaîne» sert d'une certaine façon à améliorer la vie de tous. Je suis Ana Laura, j'ai 55 ans. J'habite depuis 13 ans à quelques kilomètres de la ville de Portalegre, dans l'Alentejo, une région sud du Portugal.»



A group of five people are seated around a round table covered with a white tablecloth in a meeting room. The room has large windows with white curtains and a brick pillar. The participants include a woman in a black and white patterned headscarf, a man in a colorful patterned shirt, a man in a light blue shirt and glasses, a man in a dark jacket, and a man in a grey jacket. They appear to be in a discussion, with some looking towards each other. A woman with long brown hair is seen from the back in the foreground.

L'Espagne étant organisée en régions autonomes aux compétences administratives étendues, la participation des personnes en situation de pauvreté est différente de l'une à l'autre. L'objectif à long terme d'EAPN Espagne est d'arriver à une compréhension commune de la participation, sachant qu'il n'existe par une définition unique applicable à tous les contextes.



Elaborer un guide méthodologique sur la base des expériences régionales

Contexte

EAPN Espagne, lors de sa «seconde naissance» en 2004, a placé la participation des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale au centre de ses actions stratégiques. Ceci va au-delà de la préparation et de la tenue d'une réunion nationale ou de la participation à une réunion européenne en tant que délégation.

Dans le cadre de la Stratégie européenne d'inclusion et de plans d'action nationaux et régionaux sur l'inclusion sociale, quel que soit le phénomène traité (immigration ou bouleversements sur le marché du travail), la réalité est que les gens directement touchés deviennent invisibles. En général, l'avis des personnes dont il est question est absent de ces stratégies, plans et projets. En d'autres termes, leur voix n'est pas entendue.

Toutefois, en Espagne, plusieurs expériences veulent tenir compte des évaluations et des opinions des personnes visées par ces projets. Au sein d'EAPN Espagne, nous effectuons plusieurs expériences en ce sens dans le cadre de la participation sociale des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. Dans la région de Castille La Manche, par exemple, les personnes directement concernées par les projets d'inclusion sociale sont consultées.

L'objectif de cet exercice est de «promouvoir la participation des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, ainsi que des organismes au sein desquels elles participent, en leur donnant les moyens nécessaires à cette participation». En tant que réseau, notre objectif est de lutter contre la pauvreté et de prévenir les situations qui empêchent de participer pleinement à la vie sociale.

Les objectifs d'EAPN Espagne en matière de participation

Si, d'une part, la structure d'EAPN Espagne impose que nous travaillions sur la participation de diverses manières, avec des rythmes et des processus différents, ce qui interdit toute définition commune, la multitude de visions et de pratiques est, d'autre part, source de richesses.

Pour recueillir toutes ces visions et pratiques dans les différentes régions d'Espagne, EAPN Espagne a mis en place un Groupe «Participation» chargé d'analyser comment

s'organisent les rencontres des personnes en situation de pauvreté, ainsi que le type de guide méthodologique dont les membres d'EAPN ont besoin pour renforcer la participation de ces personnes dans leur travail.

Les points de référence pour le travail de ce Groupe sont:

- * les groupes de personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale
- * EAPN Europe
- * le ministère concerné, qui nous a demandé de faire des propositions sur la participation des groupes de personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale.

Les évaluations menées par le Groupe indiquent clairement que les rencontres nationales et européennes de personnes en situation de pauvreté doivent suivre leur cours sur la base des objectifs de travail du groupe, tout en partageant la stratégie d'EAPN Europe. L'un des objectifs est de répondre à la question posée lors de la dernière rencontre nationale: *Pourquoi ne décidons-nous pas, nous, les personnes en situation de pauvreté, des points à débattre lors de ces réunions?*

Pour la collecte des expériences, au cours de cette nouvelle phase, l'un des principaux objectifs est d'impliquer des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale à tous les niveaux et dans tout le pays, et de mettre en place les mécanismes d'une véritable et entière participation.



Ce qui a bien fonctionné

Il est difficile de parler de ce qui a bien fonctionné lorsqu'il reste encore tant de choses à faire. Toutefois, nous avons déployé d'importants efforts.

Sous la direction du Groupe « Participation », EAPN Espagne a, pendant 2 ans, élaboré un « Guide méthodologique sur la participation des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale ». Ce travail, réparti en 2 étapes, a exigé un engagement fort de la part de toutes les personnes impliquées. Au cours de la période initiale, avec le soutien des membres d'EAPN Espagne, nous avons rédigé un diagnostic détaillé de la participation sociale des personnes concernées ou menacées par la pauvreté, dans le but d'obtenir un cadre commun pouvant servir de modèle de référence. Toutes les informations ont été publiées fin 2008. Dans un deuxième temps, nous continuerons de placer la composante « formation » au cœur de notre action, car nous pensons que seul un processus de formation permet aux individus et aux groupes de se familiariser à nouveau avec la réalité et de renforcer leur capacité de changement.

Comment ces processus de prise de conscience collective ont-ils commencé? Quelles sont les conditions à remplir pour les rendre possibles et efficaces? Qui sont les acteurs de ces processus et quels sont leurs rôles? Quelles méthodologies peuvent être utilisées? Quelle est l'expérience d'EAPN en la matière? Voilà quelques questions auxquelles le Guide tente de répondre.

Il contient également des exemples d'expériences locales, comme celle d'EAPN Castille La Manche. Dans cette communauté autonome, les bénéficiaires du plan régional pour l'intégration sociale (équivalent du plan national pour l'inclusion sociale) évaluent les projets auxquels ils ont participé.



Lors de cette expérience, de nombreux efforts ont été déployés pour convaincre que la participation des personnes en situation d'exclusion à la planification, à l'analyse de la situation et à la proposition de solutions aux problèmes qui les concernent est une composante indispensable du processus d'inclusion et améliore le processus de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ce constat transparait dans les politiques européennes depuis le Conseil européen de Lisbonne en 2000 et les plans d'action nationaux d'inclusion sociale.

Il était donc nécessaire d'examiner l'expérience réelle des personnes impliquées dans les projets et de voir si ces projets permettent d'améliorer leurs conditions de vie réelles. Il convient d'étudier les causes: pourquoi certaines personnes n'ont pas pu améliorer leurs conditions de vie? Combien ont progressé vers l'intégration et dans quelle mesure ce résultat est-il la conséquence de conditions individuelles et/ou de l'accès aux ressources? Cette information est nécessaire, non seulement car elle fait de la participation des personnes vulnérables un élément essentiel des politiques de prestations sociales (raison politique), mais également car elle permet de mettre en place un plus grand nombre de projets ciblés sur la satisfaction des utilisateurs (raison technique).

Au niveau national, le défi d'EAPN Espagne est d'obtenir une loi sur la participation sociale. De la même façon, la participation des personnes en situation de pauvreté se reflète dans le nouveau plan d'action national, via l'organisation d'un Congrès sur la participation des personnes en conditions vulnérables, qui se tiendra en 2010 sous la Présidence espagnole de l'Union européenne. Ainsi, les victimes de l'exclusion auront voix au chapitre à propos des politiques sociales qui influencent leurs vies.

Quels étaient les défis

Il est très difficile d'aborder la question de la participation des personnes en situation de pauvreté faute d'un cadre ou d'un processus adaptés. En outre, les personnes concernées vivent des situations personnelles difficiles, qu'on ne peut négliger.

Comme mentionné ci-dessus, si la structure nationale et politique en Espagne complique les processus de participation, elle l'enrichit également. Il y a donc autant de rythmes et de visions de la participation sociale qu'il y a de régions. De plus, les organisations sociales ne possèdent pas les outils nécessaires à l'intégration des

processus de participation. Nous envisageons d'y remédier grâce au Guide méthodologique sur la participation actuellement en cours de rédaction.

Outre ces obstacles, les victimes de l'exclusion et/ou de la pauvreté sont confrontées à d'autres écueils. Quelques exemples:

- L'absence d'estime de soi: *une femme participe activement au groupe et fait preuve d'intelligence en parlant des autres, mais dit d'elle qu'elle n'en vaut pas la peine et qu'elle-même est une «merde».*
- La solitude: *« Je n'ai pas de famille (...). Je ne sors pas, car je ne peux même pas me payer une bière.*
- L'absence de soutien social: *«Le projet me permet de sortir, de rencontrer des gens, de parler à quelqu'un (...), quelqu'un comme moi».*
- La peur (la peur de participer aussi): *«...Les gens profitent (...) de ceux qui sont en situation d'infériorité...».*
- Les abus: *un Rom qui a travaillé dans une entreprise pendant longtemps raconte que chaque fois qu'une machine tombait en panne un samedi ou qu'il y avait un problème inattendu à résoudre dans l'entreprise, parfois la nuit, le patron l'appelait lui et jamais les autres travailleurs. Il n'a jamais refusé car: « je ne peux rien dire, puisque que je suis un Gitan, et si je n'y vais pas, le patron pensera que je suis comme les autres...»*
- Les stéréotypes négatifs: *un Latino-américain, d'origine indienne, déclare: «Les femmes s'accrochent à leur sac quand j'approche »; un ancien détenu explique avec amertume: «C'est comme s'il était écrit sur mon front que j'ai fait de la prison»; ou un membre de la communauté gitane raconte: «Ils pensent que nous sommes tous des voleurs».*



Les leçons à tirer

De manière générale, ces expériences ont eu un impact très positif sur la participation. Voilà la conclusion des différentes réunions nationales, régionales et locales. Cependant, nous devons améliorer le processus de préparation et d'implication des personnes, car dans certains cas nous manquons de temps alors qu'un travail sur le long terme s'impose.

Dans les années à venir, nous devons faire en sorte que les services sociaux, les autorités publiques et les instances décisionnelles intègrent la participation des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. A cet égard, obtenir une loi sur la participation sociale est indispensable.

José Javier López, EAPN Espagne



Et un petit plus...

À propos de la participation et du travail de lutte contre la pauvreté en Espagne

L'immigration est, Espagne, un phénomène récent, mais de grande ampleur. D'après EAPN Espagne, l'immigration contribue grandement à la participation sociale et enrichit une société pluraliste par une ouverture d'esprit à d'autres concepts culturels et sociaux et en bri-

sant les stéréotypes sur «les autres». Si la participation sociale et politique des migrants est une condition préalable à leur intégration, la réalité est souvent bien différente. Dans ce cadre, les membres d'EAPN Espagne ont recueilli une masse de connaissances, d'actions et d'instruments en vue de l'intégration des migrants dans leur nouvel environnement, tout en contribuant à l'acceptation de ce phénomène dans la société espagnole via des débats publics et un travail d'information et de sensibilisation.

A propos de la participation des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, EAPN Espagne défendra, dans les années à venir, une loi sur la participation, qui sera un instrument permettant d'améliorer les conditions sociales. Cette loi devrait stipuler d'emblée que la citoyenneté active nécessite l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques publiques. Cette loi devrait établir:

- des organes consultatifs et participatifs statutaires
- des Conseils de participation et d'autres mécanisme formels auxquels les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale pourront participer;
- des processus participatifs sur des questions générales ou spécifiques, organisés par les autorités sur des questions liées aux services sociaux.

Pour plus d'informations à ce sujet et sur les autres activités d'EAPN Espagne, rendez-vous sur notre site web: www.eapn.es

Points de vue et expériences

«Je suis arrivé en Espagne dans les années 90, fuyant l'Algérie un pays en guerre à cause de l'émergence du terrorisme et où il n'y avait quasi aucune sécurité.

Je vis ici depuis 1992, date à laquelle l'Espagne est devenue la principale destination des immigrés. Au tout début, c'était difficile pour plusieurs raisons: je ne parlais pas Espagnol, je ne connaissais pas le système administratif espagnol, la barrière linguistique me coupait de toute information. Tous ces obstacles et le manque de ressources financières m'ont poussé à devoir choisir entre repartir et admettre que mon projet d'immigrer avait échoué, ou avancer et affronter tous ces problèmes.

J'ai décidé de me battre et d'améliorer ma situation. J'ai eu la chance de rentrer en contact avec la Commission espagnole catholique de l'immigration (ACCEM), pionnière dans le travail sur le phénomène de l'immigration. Ils m'ont aidé à avancer, ont organisé des cours d'espagnol, m'ont donné des informations, m'ont orienté pour que je puisse légaliser mon séjour dans le pays. Comme je parle couramment l'arabe et le français, j'ai commencé par travailler avec eux en tant qu'interprète puis, j'ai été chargé du travail de sensibilisation et des activités de loisir.

Après presque 3 ans, j'ai obtenu un statut légal dans des circonstances très difficiles et ai commencé à travailler pour l'ACCEM, tout en restant interprète et en continuant de superviser les activités de loisir. J'ai ensuite été nommé coordinateur des Unités de sensibilisation et de médiation. Entre temps, j'ai acquis pas mal d'expériences en tant que formateur et médiateur social et interculturel.

En tant que médiateur interculturel, j'ai commencé à participer au développement de plusieurs projets pour la médiation en communauté, en vue de faciliter la communication et de promouvoir les espaces multiculturels entre communautés locales et étrangères.

Je saisis cette occasion pour dire qu'il est toujours possible de sortir de l'exclusion, quand il y a une stratégie d'insertion, d'orientation et d'information pour raccourcir autant que possible la période d'adaptation.»

Driss Sadi, ACCEM (Association de la Commission espagnole catholique de l'immigration – Asociación Comisión Católica Española de Migraciones – ACCEM), organisation membre d'EAPN Espagne.

Note: Driss Sadi a été nommé coordinateur national de la 8ème rencontre européenne des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale (il a représenté l'Espagne lors de la 7^{ème} édition).



Le réseau britannique se compose de quatre réseaux actifs au Pays de Galles, en Angleterre, en Écosse et en Irlande du Nord. Pour EAPN Angleterre, la participation est un engagement fort des citoyens locaux dans la planification et la gestion de notre organisation et de nos activités, accompagné d'un soutien et d'une formation.

La participation c'est également s'efforcer d'ouvrir les institutions publiques et les processus aux citoyens locaux informés et responsabilisés, notamment là où les décisions les touchant directement sont prises. Pour nous, les processus participatifs renforcent les processus démocratiques et améliorent la gouvernance. Les réseaux d'Écosse et d'Irlande du Nord ont inscrit la participation dans leurs plans stratégiques.



Comment combler le fossé politique

Révisions par les pairs et enseignements pour une meilleure gouvernance

Context

Pour de nombreuses personnes, le fossé est énorme et ne cesse de se creuser entre les promesses des politiciens nationaux pour lutter contre la pauvreté et la réalité «sur le terrain». «*Bridging the Policy Gap*» (BTPG- *Comblant le fossé politique*) est un projet de 12 mois qui a été mené au Royaume-Uni. Porté par la Poverty Alliance (réseau écossais de lutte contre la pauvreté), il visait à mieux comprendre ce qui fonctionne au niveau local dans le domaine de la lutte contre la pauvreté et de la promotion de l'inclusion sociale. Un des aspects décisifs du projet est qu'il voulait associer les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale dans l'analyse des «méthodes efficaces». Le projet a placé la participation au cœur d'un travail de sensibilisation : consolider le processus de sensibilisation via la participation active d'un échantillon de personnes et d'organisations dans l'élaboration et l'évaluation des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale au niveau local.

Qu'avons-nous réalisé

Le projet s'est approprié le concept européen de «révision par les pairs» et l'a utilisé comme base pour une réflexion et une discussion sérieuse entre les participants. Ajoutons qu'il a introduit l'idée de «pairs politiques» pour illustrer que l'expérience et la connaissance de tous les participants avaient la même valeur, qu'elles proviennent d'une exposition professionnelle à la politique ou d'un vécu de l'impact d'une politique. Autre avantage du système de la révision par les pairs: sa flexibilité permet aux participants de décider en commun de la structure et du contenu de la manifestation.

Trois autorités locales ont participé au projet BTPG, chacune d'entre elles se penchant sur une politique différente dans le cadre d'un des quatre thèmes figurant dans le plan d'action national du Royaume-Uni:

- * Swansea: une stratégie ludique pour les enfants
- * Newham: l'accès à l'emploi pour les personnes handicapées
- * Glasgow: Travailler pour un fonds des familles

Deux journées de révision par les pairs, rassemblant près de 300 personnes, ont été organisées dans chacune de ces régions. Il y avait des «points d'entrée» pour les

personnes en situation de pauvreté afin de leur permettre de contribuer lorsqu'elles avaient le sentiment que leur apport aurait davantage d'impact. Les personnes en situation de pauvreté pouvaient participer directement au projet via quatre espaces: le groupe de référence, les réunions de préparation, les réunions de révision par les pairs et les réunions de suivi.



Le groupe de référence: ce groupe a joué un rôle central dans le projet en aidant à définir les politiques et les initiatives à soumettre à la révision, en donnant des conseils à propos de la structure des révisions par les pairs et en participant à chacune des révisions afin d'aider à en tirer les enseignements. La motivation nécessaire pour participer au groupe de référence ne doit pas être sous-estimée; en effet, les

réunions se tenaient à Londres, alors que les trois révisions par les pairs de deux jours du groupe obligeaient les participants à passer au moins une nuit loin de chez eux.

Malgré l'investissement en temps nécessaire, quatre participants de terrain ont participé au groupe de référence ; un pour chaque région dans laquelle se tenait une révision par les pairs et un autre qui avait acquis une expérience du dialogue au niveau national en participant au groupe porteur du projet. Tous les participants de terrain ont mis leurs expériences au service du groupe de référence : leur implication dans leur communauté locale, leur expérience de vie avec un faible revenu ou avec un emploi mal rémunéré, leur handicap, leur expérience de travailleur rémunéré au sein d'une communauté. Toutes ces expériences ont enrichi le travail du groupe de référence et l'ont aidé à identifier les thèmes à soumettre aux révisions par les pairs.

Les réunions de préparation: ces réunions étaient destinées aux usagers des services et aux personnes en situation de pauvreté qui s'étaient portées volontaires pour une participation à une révision par les pairs. L'objectif des deux réunions préparatoires consistait à renforcer la capacité des personnes afin qu'elles puissent participer aussi pleinement que possible à la révision par les pairs. L'évaluation du projet a fait apparaître que ces réunions étaient primordiales pour un dialogue équilibré entre les décideurs locaux et nationaux et les personnes en situation de pauvreté.

Les révisions par les pairs: elles représentent une partie cruciale du processus. L'objectif de la révision par les pairs est de susciter un débat à propos des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion, entre personnes dont la vie ou le travail sont affectés par ces politiques. Les deux journées de révision par les pairs avaient pour but de comprendre les conditions et les raisons du succès d'une politique et de définir les enseignements à tirer pour l'avenir de la politique sociale. Au cours de la deuxième journée, tous les participants se subdivisaient en petits groupes composés de

participants du terrain, de représentants des autorités locales, de représentants du secteur du volontariat et de représentants du gouvernement national ou des gouvernements décentralisés. Chaque petit groupe bénéficiait de l'aide d'un animateur et nommait un rapporteur chargé de restituer de manière fidèle les discussions.

La réunion de clôture: cette réunion a eu lieu six semaines après la révision par les pairs afin de donner aux participants de terrain la possibilité de réagir au projet de rapport de la révision par les pairs. Il s'agissait de vérifier si les participants avaient apprécié l'expérience et s'ils avaient des changements à proposer. En outre, elle a démontré l'engagement pris par le projet d'associer les participants de la base et de refléter fidèlement leurs points de vue et leurs expériences dans les conclusions du rapport.

Ce qui a bien fonctionné

Inclure tous les «Pairs»

La grande diversité de participants impliqués dans le projet a été le principal facteur de sa réussite. Citons, parmi les éléments particulièrement inhabituels mais néanmoins importants dans la réussite du projet, la participation du gouvernement local, du gouvernement central, des administrations décentralisées et des personnes en situation de pauvreté. Cet élément était primordial pour que le projet repère les fossés entre les « objectifs déclarés » des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion et les résultats avérés de leur mise en œuvre.

La participation doit être assurée dans tous les aspects du projet

La participation commence dès la planification du projet. Le projet *BTPG* a associé les communautés locales dans lesquelles nous travaillions, dès les premières phases de sa mise en œuvre. Les représentants de ces communautés vivaient dans la région et possédaient une compréhension profonde et personnelle des problématiques auxquelles les habitants de la localité étaient confrontés. Leur éclairage et leur contribution ont servi à planifier le projet et nous ont permis de nouer d'excellents contacts au sein des communautés. Non seulement leur présence nous a aidé à recruter d'autres participants locaux, mais également à réaffirmer l'engagement pris par le projet d'associer un maximum de personnes concernées.

Se préparer à une évaluation politique participative

Comme nous l'avons précisé, le projet prévoyait l'organisation de deux réunions préalables à la révision par les pairs. Ces réunions, qui s'adressaient



uniquement aux participants locaux, avaient pour but le renforcement des capacités des participants locaux et devaient leur permettre de signaler les priorités à débattre. Une des caractéristiques importantes du projet BTPG est qu'il comportait une évaluation politique et une évaluation pratique afin de déterminer «ce qui marche» et ce «qui ne marche pas» pour chacun des groupes cibles. Une partie de ce processus visait à faire comprendre l'importance de l'expérience personnelle des participants et à leur expliquer comment l'utiliser pour peser sur la politique du gouvernement.

L'impact sur le réseau national

Le projet a atteint l'objectif qui consistait à associer des participants du terrain à l'évaluation et à la formulation de recommandations en vue des futures propositions du gouvernement pour la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. La plupart des militants locaux ayant participé au projet sont restés actifs dans le réseau et ont pris part à d'autres actions. De plus, le projet a débouché sur une recommandation importante à présenter dans le cadre du prochain plan d'action national pour l'inclusion (PAN): organiser des révisions par les pairs sur les principales politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Ces révisions par les pairs se sont avérées d'excellents instruments de vérification de la réalité et ont permis de recueillir des tonnes d'informations auprès des personnes en situation de pauvreté qui sont concernées par la stratégie des PAN. En conséquence, la participation de celles-ci est primordiale, dès le début du processus!

Peter Kelly, Poverty Alliance – membre d'EAPN Royaume-Uni





Et un petit plus...

D'autres chantiers sur la participation au Royaume-Uni

Outre «Bridging the Policy Gap», le projet «Get Heard» a été mis sur pied par la Social Policy Task Force (SPTF) – task force sur la politique sociale au Royaume-Uni – et a bénéficié du soutien financier de la Commission européenne, du ministère de l'Emploi et des Retraites, d'Oxfam et de la Church of Scotland. Les réseaux de lutte contre la pauvreté partenaires ont tous consacré du temps et des ressources à la réussite de ce projet.

Ce projet a débouché sur la publication du Get Heard Toolkit et sur l'organisation d'une centaine de séminaires au Royaume-Uni visant à renforcer les capacités des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, pour qu'elles comprennent comment s'élaborent les politiques sociales gouvernementales et qu'elles puissent y participer: www.ukcap.org/getheard/downloads.htm#tkit. Ce projet a inspiré d'autres pays désireux de se familiariser avec le concept de participation.

Suite à ce premier projet, d'autres du même type ont vu le jour au Royaume-Uni, tels que Building Bridges for Social Inclusion et Bridging the Policy Gap. Pour plus d'informations sur ce projet et sa relation avec le dossier de la participation pour les quatre membres d'EAPN UK – EAPN Cymru (Pays de Galles), EAPN England, EAPN Northern Ireland et la Poverty Alliance en Écosse, rendez-vous sur: www.povertyalliance.org

Points de vue et expériences

«Où que j'aille, je parle de Bridging the Policy Gap, car c'est une façon exceptionnelle de travailler: rassembler et impliquer toutes les parties prenantes; le gouvernement, les autorités locales, les organisations de bénévoles, les usagers et surtout les membres actifs de la communauté. C'est vraiment la seule façon de travailler pour obtenir les meilleurs résultats: c'est génial pour les responsables qui travaillent dans des bureaux d'entendre de vive voix les acteurs du terrain parler de leur expérience. Les membres de la communauté sentent qu'on les apprécie et que leurs opinions sont valorisées. Je pense que toutes les politiques devraient être élaborées grâce à leur contribution». Membre actif de la communauté, Swansea

«Ce serait super que cette politique soit mise en œuvre à une plus grande échelle. J'aimerais qu'il y ait plus d'événements de ce genre, les citoyens locaux se sentent vraiment responsabilisés». Membre actif du London Borough of Newham.

«Nous devons associer davantage d'usagers des services sociaux à ce genre d'événement. Ceux et celles qui vivent vraiment sur le terrain peuvent enrichir les décideurs politiques d'informations à propos de l'impact qu'ont leurs politiques sur les citoyens ordinaires et des choses à faire pour améliorer vraiment leur travail.»

Membre actif de la communauté, Glasgow.



RÉSEAU EUROPÉEN DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Les rencontres européennes de personnes en situation de pauvreté

Un catalyseur de la participation

En 2001, alors qu'il assurait la Présidence de l'Union européenne, le gouvernement belge proposa l'idée de co-organiser, avec la Commission européenne, une rencontre européenne de personnes en situation de pauvreté. A l'époque, l'idée passa pour révolutionnaire et sa concrétisation montra combien il était nécessaire d'ouvrir de manière plus permanente un espace de réflexion et de dialogue. Si des membres d'EAPN se contentèrent d'assister à la première rencontre, le Réseau commença dès 2003 à s'impliquer de manière plus active dans ce chantier des plus passionnants, en partenariat avec l'Etat membre assumant la Présidence de l'Union européenne lors du premier semestre de l'année et la Commission européenne.

Les sept rencontres organisées à ce jour ont permis de créer une nouvelle dynamique autour du concept de la participation des personnes en situation de pauvreté. Chaque rencontre a amené son lot de défis, d'idées novatrices, d'améliorations méthodologiques. Grâce à l'implication des participants dans le processus d'évaluation, les rencontres ont grandement évolué au fil des ans:

1. introduction d'un processus préparatoire
2. expérimentation et amélioration des méthodes de travail
3. identification des thèmes qui intéressent le plus les personnes en situation de pauvreté
4. dépassement de l'obstacle linguistique et introduction de modes de communication non verbaux, et plus important,
5. mise en place de processus semblables pour renforcer la participation des personnes en situation de pauvreté.

Introduction d'un processus préparatoire

Si les premières rencontres ne prévoyaient pas de préparation à la participation, la donne a changé au fil des ans : aujourd'hui, un coordinateur national est nommé pour chaque délégation nationale afin d'aider les personnes en situation de pauvreté à se préparer à la rencontre européenne. Les délégations nationales se rencontrent, discutent des thèmes de la rencontre européenne et, parfois, préparent ensemble une contribution commune ou individuelle aux rencontres. Ce proces-



sus préparatoire permet d'impliquer directement un plus grand nombre de personnes en situation de pauvreté dans le processus des rencontres européennes – même si elles ne viennent pas toutes à Bruxelles rencontrer les délégations des autres pays, elles ont l'occasion d'apporter leur contribution lors des rencontres nationales préparatoires. Qui plus est, participer aux rencontres européennes constitue, pour beaucoup, une expérience unique, et

certains ont besoin d'aide pour assimiler toutes les informations reçues et pour gérer le fait que la rencontre n'a pas toujours un impact direct sur leur vie quotidienne dès leur retour chez eux.

Expérimentation et amélioration des méthodes de travail

Une réunion peut-elle fonctionner avec plus de 250 personnes parlant plus de 20 langues différentes? Les dernières années ont prouvé que c'était faisable, pour autant que tout soit fait afin de mettre en place une méthode de travail inclusive et participative, de planifier avec le plus grand soin les ateliers, les plénières et le dialogue entre les personnes en situation de pauvreté et les fonctionnaires. Chaque année a enrichi d'un nouvel élément cette méthodologie, sur base d'une évaluation approfondie des résultats des rencontres et du ressenti des participants en situation de pauvreté.

Identification des thèmes qui intéressent le plus les personnes en situation de pauvreté

Adopter une approche universitaire de la pauvreté et de l'exclusion est incompatible avec la volonté d'impliquer ceux qui manquent des biens les plus élémentaires. Au cours de ses sept années d'existence, la rencontre européenne a exploré des thèmes qui concernent la réalité quotidienne des personnes en situation de pauvreté.

«Je souhaite éclairer le thème choisi cette année «L'image de la pauvreté». Il est en effet très difficile de lutter contre la pauvreté et de promouvoir l'implication de tous les acteurs lorsqu'une bonne partie de la société européenne continue à véhiculer une image négative de la pauvreté et des pauvres.

C'est très difficile de convaincre les personnes en situation de pauvreté que leur condition de vie peut changer alors que l'image qui leur est constamment renvoyée est celle de leur culpabilité: c'est de leur faute s'ils sont pauvres et ils sont responsables de leur situation».
Bruno GONCALVEZ, 2005

En voici la liste:

1. Le logement, la santé, la formation et les revenus, 2001
2. Des exemples de bonne pratique en matière de participation, 2003

3. La participation va dans les deux sens, 2004
4. Images et perceptions de la pauvreté, 2005
5. Comment se débrouiller au quotidien? 2006
6. Progrès réalisés, étapes suivantes, 2007
7. Quatre piliers dans le lutte contre la pauvreté: les services sociaux, les services d'intérêt général, le logement et le revenu minimum, 2008.

Le processus d'appropriation des rencontres européennes par les personnes en situation de pauvreté a pris du temps et a nécessité le soutien des coordinateurs nationaux. La participation directe est lentement apparue dans le processus préparatoire, grâce aux enseignements tirés de chaque rencontre et au constat que les personnes en situation de pauvreté n'ont pas seulement besoin d'un espace pour échanger leurs propres réalités, mais également pour discuter avec les décideurs politiques à propos de l'efficacité des politiques de lutte contre la pauvreté et du moyen de les améliorer.

Dépassement de l'obstacle linguistique et introduction de modes de communication non verbaux

Il faut plus que de l'interprétation dans toutes les langues pour faciliter la participation des personnes en situation de pauvreté lors de la réunion. Il est préférable, lors des rencontres, d'utiliser une langue moins technique, plus commune, sans sous-estimer, pour autant, le nécessaire renforcement des capacités des participants via la langue. Pour reprendre les paroles d'un participant néerlandais:

«Je ressens le besoin de communiquer avec des termes simples et de ne pas utiliser le jargon habituel; mais si je ne connais pas la terminologie utilisée par les décideurs et les politiciens, je serai incapable de défendre mon point de vue.»

Qui plus est, l'introduction d'une communication non verbale a donné une nouvelle dimension aux rencontres européennes. Cela a ouvert la voie à l'expression de la



créativité et des sentiments des délégations nationales. Prenant la forme d'une représentation tridimensionnelle de la pauvreté ou d'une exposition multimédia itinérante, la communication visuelle a ouvert les décideurs non pas à la réalité de statistiques, mais à la réalité de la vie quotidienne grâce à la force des images présentées.

Une exposition multimédia itinérante mise en place par des

participants de la 4^{ème} Rencontre européenne des personnes en situation de pauvreté, "Vous voyez ce que je vois?" a visité plusieurs Etats membres de l'UE, dans un effort de sensibilisation aux différents visages et aux réalités de la pauvreté en Europe, ainsi qu'aux combats que mènent au quotidien les populations en situation de pauvreté. Des vidéos des dernières rencontres ont également été présentées lors de différents forums rassemblant des décideurs et des militants de la lutte contre la pauvreté.

Mise en place de processus semblables pour renforcer la participation des personnes en situation de pauvreté

La troisième rencontre européenne a posé l'importante question de la participation au niveau national. Des réseaux nationaux, membres d'EAPN, ont répercuté la question auprès de leurs gouvernements nationaux et sont parvenus, en peu de temps, à obtenir l'organisation de réunions semblables de personnes en situation de pauvreté au niveau national (et parfois au niveau régional ou local) dans certains Etats membres de l'Union européenne. Ces processus se sont même, dans certains cas, « institutionnalisés », suite à un engagement politique d'avoir un impact décisif sur la pauvreté. D'autres n'ont pas encore mis pareils systèmes en place, mais les réseaux nationaux d'EAPN maintiennent la pression pour obtenir l'implication des personnes en situation de pauvreté dans l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques.

Les rencontres européennes ne sont pas censées se substituer au travail effectué par les nombreuses organisations et les nombreux réseaux qui oeuvrent pour défendre les intérêts des populations en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. Leur but est de faire reconnaître la parole des personnes en situation de pauvreté au niveau européen, ainsi que leur implication dans les organisations qui travaillent pour améliorer leur vie et faire avancer la cause d'une Europe plus sociale. Plus important, ces réunions sont l'occasion de vérifier dans quelle mesure les politiques visant à réduire la pauvreté et l'exclusion ont un impact sur la vie quotidienne des personnes en situation de pauvreté.

Le chemin emprunté lors des sept rencontres a clairement été parsemé de dangers, mais également d'enseignements. Les personnes en situation de pauvreté ont eu l'occasion de placer les décideurs face à un miroir qui leur renvoyait la réalité de la pauvreté et de l'impact de leurs politiques. Elles ont encouragé les militants et les ONG qui oeuvrent en leur nom de mettre en place les conditions de leur



participation dans les débats. Enfin, elles ont remis en question la vision que l'Union européenne a de la pauvreté, tant dans ses frontières qu'au-delà. Les rencontres se poursuivent, apportant chaque fois de nouveaux enseignements pour que la participation des personnes en situation de pauvreté devienne une réalité partout!

Tanya Basarab, EAPN

Et un petit plus...

De l'impact au niveau national des Rencontres européennes des personnes en situation de pauvreté

Le choix des thèmes est non seulement crucial pour les personnes en situation de pauvreté qui participent aux Rencontres, mais également pour les ONG actives dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Après la rencontre portant sur le thème de la participation, nombreux sont les réseaux nationaux qui ont fait le constat, auprès de leurs gouvernements, de l'absence de forums nationaux où les populations en situation de pauvreté pourraient exprimer leurs préoccupations, leurs besoins et leurs points de vue. Cela a débouché sur l'organisation, ces dernières années, de réunions semblables aux niveaux national et régional en Autriche, au Luxembourg, au Royaume-Uni, en Irlande, en Espagne, en Italie, en Allemagne, au Portugal et en République, tandis que des conférences transfrontalières étaient organisées entre la Belgique et la France.

Les gouvernements et les ONG ont compris la valeur ajoutée d'une participation des personnes en situation de pauvreté dans les processus politiques et décisionnels et ont transformé ces rencontres en processus nationaux, et même régionaux dans certains pays.

Des rencontres transfrontalières sont organisées tous les ans entre les réseaux d'EAPN de Belgique et de France, via la méthodologie des Rencontres européennes. L'objectif est de comparer la situation des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale dans les

deux pays, et de procéder à des échanges de bonnes pratiques en matière de politique sociale.

Vous trouverez de plus amples informations sur les débats et conclusions de l'ensemble des Rencontres européennes à l'adresse www.eapn.eu/content/view/600/14/lang.en



A woman with braided hair, wearing a red top, is seated at a conference table and speaking into a microphone. In the background, a man wearing a headset and holding a microphone is visible. The setting appears to be a formal meeting or conference room. A blue flag is partially visible on the left side of the frame.

La participation
est possible!

La participation est possible!

Remarques finales et recommandations

Depuis sa création, EAPN s'est toujours efforcé d'encourager la participation des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale. Comme le montrent les expériences des réseaux nationaux d'EAPN, qui sont rassemblées dans la présente publication, la participation est un principe, une méthode de travail et un objectif pour de nombreuses organisations partout en Europe. Pourtant, faire de cette participation une réalité dans toute l'Europe reste un des importants objectifs à long terme de tous les acteurs impliqués dans la politique sociale.

Les études de cas présentées ici mettent en évidence quelques éléments déterminants pour une participation réussie. Il s'agit notamment de mettre en place les conditions favorables à chaque personne en situation de pauvreté qui décide de participer, aux organisations qui mettent au point des mécanismes de participation en interne et aux décideurs qui doivent accepter que les bénéficiaires de leurs politiques apportent leurs contributions.⁵

La participation n'a pas de formule toute faite. Elle prend différentes formes en fonction du niveau et du contexte dans lequel elle s'inscrit; c'est cette flexibilité qui la rend d'autant plus stimulante. Toutefois, les études de cas présentées ici montrent que la participation des personnes en situation de pauvreté est un processus d'apprentissage pour les individus, les organisations et les décideurs politiques qui s'engagent et que le plus important est de ne pas brûler les étapes.

Quelles que soient les circonstances, les expériences des réseaux nationaux d'EAPN montrent que le temps, l'engagement politique et les ressources financières sont des éléments essentiels à une véritable participation.

S'impliquer dans des organisations d'entraide ou de lutte contre la pauvreté permet aux personnes en situation de pauvreté et d'exclusion d'acquérir de la confiance et des compétences afin de dépasser leurs conditions de vie difficiles, trouver de nouvelles motivations pour leur lutte, trouver un emploi et participer à la société.

La participation transforme les organisations en espaces d'expression des besoins et des préoccupations des citoyens. Ces organisations ne sont pas uniquement des plates-formes de lobby, mais également des forums où d'apprentissage mutuel et de mise en commun des expériences et des idées dans le but de résoudre des problèmes communs. En conséquence, les organisations de lutte contre la pauvreté doivent impérativement donner un espace et une parole aux personnes en situation de

5. Les obstacles et les conditions de la participation ont fait l'objet d'un chapitre dans le document "L'UE que nous voulons" et dans le compte-rendu de la 3^{ème} rencontre européenne des personnes en situation de pauvreté. Vous les trouverez tous deux sur le site: www.eapn.eu

pauvreté et d'exclusion; elles pourront ainsi adopter une attitude plus consciente et déterminée dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Ce faisant, les organisations gagneront en légitimité et en crédibilité face à leurs membres et à leurs partenaires.

La participation des personnes en situation de pauvreté dans l'élaboration des politiques enrichit les politiques et permet l'appropriation par les bénéficiaires. Il est évident qu'une politique, si elle est élaborée sans consulter ceux et celles à qui elle s'adresse, pourra éventuellement être une bonne politique dans la théorie, mais certainement pas dans la pratique. Impliquer les personnes en situation de pauvreté dès la phase de rédaction aide à enraciner les politiques dans la réalité et améliore la gouvernance à tous les niveaux. Grâce à une élaboration participative des politiques, les politiques européennes répondront aux besoins des personnes en situation de pauvreté au niveau le plus local. La participation des personnes en situation de pauvreté au suivi et à l'évaluation des politiques garantit l'adéquation entre la politique et son objectif. Force est de reconnaître l'impact positif qu'ont les politiques efficaces de lutte contre la pauvreté sur l'ensemble de la société. Les politiques sociales, à elles seules, ne peuvent pas s'attaquer efficacement à la pauvreté; la participation des personnes en situation de pauvreté devrait donc être encouragée à tous les niveaux des politiques concernées.

Si les expériences reprises ici illustrent les nombreux avantages de la participation, elles montrent également les difficultés rencontrées et les frustrations vécues lorsqu'il s'agit de faire de cette participation une réalité. Il est primordial de s'attaquer à l'impact qu'a la participation sur la vie des individus qui en prennent le risque. Souvent, les personnes en situation de pauvreté ont tellement l'habitude de se battre au quotidien, de gérer les obstacles et les situations difficiles qu'elles ont du mal à assimiler des expériences positives. De la même manière, lorsque les décideurs n'écoutent pas vraiment, qu'ils n'entament pas un vrai dialogue et qu'ils se contentent de participer à des réunions pour cocher les bonnes cases, la participation peut devenir un véritable fardeau pour les personnes en situation de pauvreté.

Les exemples repris dans le présent ouvrage montrent que chaque problème a une solution: à mille lieues de certains préjugés, les personnes en situation de pauvreté veulent participer et, en fin de compte, les avantages de la participation, à tous les niveaux, dépassent les coûts. C'est la raison pour laquelle il conviendrait de ne pas blâmer les «pauvres» pour leur propre pauvreté, mais bien de comprendre ses véritables causes et de s'y attaquer.

Dans les années à venir, EAPN redoublera d'efforts pour recueillir des pratiques et des politiques participatives; le réseau continuera à plaider en faveur de la pleine intégration et participation des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale dans les sociétés européennes. Nous sommes profondément convaincus que la participation AIDE les personnes à sortir de la pauvreté et à REMETTRE EN QUESTION les systèmes qui la crée, et nous continuerons à mobiliser les ressources et le soutien public nécessaires pour faire de l'Europe une réalité sans pauvreté.

Tanya Basarab, EAPN

Sur base de toutes nos expériences, voici ce qu'EAPN entend par participation:

1. Respecter chaque personne et dépasser les stéréotypes
2. Instaurer plus de confiance et briser les préjugés
3. Développer des passerelles pour sortir de la pauvreté
4. Partager, dans la solidarité
5. Créer une citoyenneté active
6. Renforcer les organisations, les diversifier et les ouvrir
7. Mener un travail de transformation, de légitimisation et d'appropriation
8. Consacrer le temps et les ressources financières nécessaires
9. Mettre en question les systèmes en place
10. Enrichir les politiques d'un impact positif
11. Prendre l'engagement politique d'éradiquer la pauvreté
12. Comprendre les véritables causes de la pauvreté

La participation est possible!

La présente publication a pour propos de montrer la diversité des démarches adoptées par les membres d'EAPN pour associer des personnes en situation de pauvreté et d'exclusion dans leur travail local, au sein des organisations et dans les processus décisionnels. L'expérience des membres d'EAPN, acquise sur une vingtaine d'années, a été largement démultipliée via des projets, des structures et des échanges. La publication veut donner plus de visibilité à ces expériences de participation.

Dans la description des études de cas, chaque réseau national a tenté de répondre aux questions suivantes: Comment définissez-vous ou comprenez-vous le concept de la participation? Dans quel contexte l'expérience a-t-elle vu le jour? Quelles ont été les réalisations? Quels ont été les défis et de l'impact sur le réseau national?

Depuis 1990, le Réseau européen des associations de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (EAPN) est un réseau indépendant d'associations et de groupes engagés dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans les Etats membres de l'Union européenne. Les membres d'EAPN se sont engagés dans l'éradication de la pauvreté et a pour objectif de placer la pauvreté et l'exclusion sociale au centre des débats politiques de l'Union européenne. Pour plus d'informations:

www.eapn.eu

